

---

## Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 1<sup>er</sup> AVRIL 1903.

Projet de loi portant revision de la loi sur les lettres de mer (1).

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE MEESTER.

MESSIEURS,

Une revision de la loi du 20 janvier 1873, qui avait déjà remplacé celle du 14 mars 1819, a été réclamée à maintes reprises.

Parmi les moyens propres à favoriser le développement de notre marine marchande, se place la facilité pour les acheteurs de navires d'obtenir pour ceux-ci, en Belgique, la naturalisation maritime, délivrée de toutes les entraves administratives qui ne seraient pas indispensables à la sauvegarde de l'honneur et de la sécurité du pavillon national.

Les Sections centrales chargées de l'examen du Budget des Affaires Étrangères, de même que le Bureau de la Chambre de commerce d'Anvers, la Société des ingénieurs et des industriels, avaient signalé les réformes à obtenir. Notamment la question a été traitée avec compétence dans le rapport présenté, au nom de la Section centrale, par M. Béthune, en 1900. (Document n° 52. — Voir aussi Beltjens, *Encyclopédie du droit commercial*, vol. IV, Introduction n° 5<sup>bis</sup>.)

Enfin, le Gouvernement a dégagé sa promesse, faite à la Section centrale pour le Budget des Affaires Étrangères en 1903 (Document n° 33, p. 18), en déposant le projet de loi actuel.

\* \* \*

Une des innovations du projet consiste à confier dorénavant la délivrance

---

(1) Projet de loi, n° 92.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, *président*, était composée de MM. DEVIGNE, HELLEPUTTE, VERSTEYLEN, DE MEESTER, DELBEKE, BÉTHUNE.

des lettres de mer au Ministre des Affaires Étrangères, Direction du commerce et des consulats.

On peut croire que cette attribution, conservée jusqu'ici au Ministre des Finances, a son origine dans le fait qu'anciennement la Direction de la marine était rattachée à ce Département.

Quoi qu'il en soit, la question de transférer l'octroi des lettres de mer au Département des Affaires Étrangères avait déjà été agitée en 1872, lors de la discussion de la loi du 20 janvier 1873; si cette solution ne prévalut pas alors, c'est qu'on proposait de recourir aux commissaires maritimes pour l'office des légalisations, que ceux-ci n'existent pas dans tous les ports et qu'on objectait des conflits entre ces agents et ceux de la douane.

Le projet actuel fait disparaître les objections; déjà la Section centrale de 1900 marquait ses préférences pour l'attribution au Ministère des Affaires Étrangères, et l'on s'accorde pour penser que ce service doit trouver sa place à la Direction du commerce et des consulats, en présence notamment de l'extension donnée, en la matière, à l'intervention des agents consulaires, avec lesquels cette Direction est en relations constantes et hiérarchiques.

\* \* \*

Une seconde innovation importante est celle qui permet, dorénavant, au Ministre des Affaires Étrangères, d'octroyer des lettres de mer définitives, par l'intermédiaire des agents consulaires, sans que les navires soient obligés de se rendre dans un port belge (art. 8, § 5) et de renouveler des lettres de mer périmées sans que les navires aient à quitter le pays où ils se trouvent (art. 6, § 2).

« En effet, comment veut-on que les navires achetés en Chine, par exemple, — disait le rapport de la Section centrale en 1900 (*Document*, n° 52), — pour un trafic local, soient obligés de se rendre dans un port belge pour y recevoir leurs papiers ou, après quatre ans de durée, pour les renouveler (art. 6, § 1, de la loi du 20 janvier 1873) ?

» Cependant, sans trafic local qui assure les frets de retour, il n'est guère possible d'établir, avec bénéfice, les lignes de navigation lointaines qui sont désirées par le commerce belge. »

Le remède à ce grief est apporté par le projet actuel.

### Amendements et examen des articles.

#### ART. 3.

Le texte nouveau porte, comme celui de la loi à remplacer, que les lettres de mer ne seront délivrées qu'à des navires appartenant pour plus de moitié à des Belges (litt. A).

Après l'Exposé des motifs, la Section centrale fait remarquer que les termes « à des Belges » au lieu d'être adoptés, comme en 1873, avec cette interprétation restreinte que les Belges *résidant dans le pays* pourraient seuls

obtenir des lettres de mer, le sont aujourd'hui dans un sens général, permettant dorénavant aux Belges *résidant à l'étranger* de mettre sous pavillon national les navires qu'ils se trouveraient dans le cas d'acquérir, sans qu'il faille modifier à cet effet le texte actuel, qui a par lui-même, un sens très général.

La Section centrale estime qu'il y aurait lieu de fusionner les lettres *D* et *C*.

#### ART. 4.

§ 1<sup>er</sup>. Au point de vue territorial, la compétence du juge de paix qui recevra les déclarations prescrites par le présent article sera déterminée par la loi du 25 mars 1876, article 59 et suivants.

§ 2. Pour répondre à l'objection que le propriétaire d'un navire ne peut pas se porter garant, sous la foi du serment, de l'intention de tiers, d'accord avec le Gouvernement, la Section centrale propose de rédiger le § 2 comme suit :

« Le juge de paix dressera procès-verbal de la prestation de serment au » bas de la déclaration exigée par le § 1, 2<sup>o</sup>, du présent article.

« Le serment sera conçu en ces termes : Je jure et j'affirme que la présente » déclaration est sincère et véritable, que le navire y indiqué n'est pas armé » en guerre et que, ni par moi ni de mon consentement, il ne sera armé en » guerre ni employé à des opérations illicites ou de nature à compromettre » la neutralité belge.

« Les formules de la déclaration écrite ainsi que celles de la lettre de mer » seront déterminées par arrêté royal. »

#### ART. 5.

§ 1<sup>er</sup>. En conséquence, le § 1<sup>er</sup> est rédigé comme suit :

« Les demandes en obtention de lettres de mer doivent être accompagnées » d'une copie du certificat de jaugeage et d'une ampliation de la déclaration » mentionnée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, avec le procès-verbal de la prestation de » serment. »

#### ART. 6.

§ 1<sup>er</sup>, litt. B. — Afin que, par suite de décès, la brusque dénationalisation ne constitue pas une cause de préjudice pour les ayants droit, la Section centrale propose l'adjonction de l'alinéa suivant :

« Toutefois lorsque ces transferts de nature à modifier les conditions de » propriété prescrites par l'article 5 ont lieu par succession ou testament, » les lettres de mer ne cesseront leurs effets qu'après six mois. »

#### ART. 9.

La Section centrale estime que les termes « lettres de mer *spéciales* » doivent être préférées aux termes « lettres de mer *extraordinaires* » employés

dans les deux paragraphes de l'article 9, comme correspondant mieux à l'idée exprimée, étant entendu d'ailleurs que cette substitution de termes ne modifie en rien l'intention des auteurs du projet de loi.

#### ART. 10.

Les termes « en cas d'abus » pouvant être interprétés comme un pouvoir discrétionnaire accordé au Gouvernement, en dehors des conditions prévues par la loi, et les droits de ce dernier étant d'ailleurs garantis par le § 2, article 5, la Section propose de substituer aux termes « en cas d'*abus* » les suivants : « en cas d'*infraction* aux dispositions de la présente loi ».

#### ART. 16.

Remplacer les termes « lettres *distinctes* » par ceux de « lettres *apparentes et distinctes* ».

#### ART. 17.

Afin de mettre les dispositions et la terminologie de la loi en rapport avec celles de notre Code pénal, libeller la finale du § 1<sup>er</sup> comme suit : « ... d'un » mois à deux ans, ou, s'il existe des circonstances atténuantes, d'une de ces » peines seulement ».

La Section a estimé qu'il fallait punir des mêmes peines le capitaine naviguant sous pavillon belge sans lettre de mer régulière et l'auteur d'une fausse déclaration, faite sous la foi du serment, pour obtenir la délivrance d'une lettre de mer.

Il a paru nécessaire d'assurer l'exécution des autres dispositions de la loi par une sanction pénale; d'où l'adjonction du § 3 à l'article 17 du projet du Gouvernement.

#### ART. 18 (nouveau).

D'accord avec le Gouvernement, la Section centrale a appliqué aux dispositions pénales de la présente loi les règles de notre Code pénal, en cas de participation de plusieurs personnes au même délit et de complicité.

Les facilités plus grandes accordées par le régime nouveau pour l'obtention des lettres de mer exigent que le Gouvernement soit plus efficacement armé pour faire respecter l'honneur du pavillon national.

Mais la Section s'est formellement prononcée contre toute proposition qui rendrait le propriétaire du navire ou le gérant, si le navire appartient à une société commerciale ou à plusieurs propriétaires, civilement responsable du paiement des amendes prononcées à charge du capitaine.

Elle estime que la peine ne doit être que personnelle, que la répression est sérieusement garantie par l'ensemble des dispositions pénales nouvelles et que rendre le propriétaire pénalement responsable de délits qu'il peut ignorer ou qui lui seraient étrangers reviendrait à compromettre les avantages de la réforme.

## ART. 19 (nouveau).

La Section a adopté des règles rendues désormais nécessaires pour déterminer la compétence du juge chargé d'appliquer les sanctions pénales dérivant des dispositions de la présente loi.

Le projet a été adopté à l'unanimité dans toutes les Sections.

Le rapport est adopté par la Section centrale à l'unanimité des membres présents.

*Le Rapporteur,*  
E. DE MEESTER.

*Le Président,*  
F. SCHOLLAERT.

(6)

(7)

## TEXTES JUXTAPOSÉS

DU PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT ET DU PROJET AMENDÉ  
PAR LA SECTION CENTRALE.

---

*N. B.* — Les amendements de la Section centrale sont imprimés en lettres **grasses**.

---

## Projet du Gouvernement.

## Ontwerp der Regeering.

## ARTICLE PREMIER.

## EERSTE ARTIKEL.

Les navires de mer doivent être munis, pour naviguer sous pavillon belge, d'une lettre de mer *délivrée conformément* aux dispositions de la présente loi.

De zeeschepen moeten, om onder Belgische vlag te mogen varen, voorzien zijn van eenen zeebrief *uitgereikt overeenkomstig* de bepalingen van deze wet.

## ART. 2.

## ART. 2.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer mentionnent le nom du bâtiment, sa capacité, ses signes particuliers, le nom du capitaine et celui du propriétaire.

§ 1. De zeebrieven vermelden den naam van het vaartuig, zijnen inhoud, zijne onderscheidingsteekenen, den naam van den kapitein en dien *van den eigenaar*.

§ 2. Elles sont délivrées, au nom du Roi, par le Ministre des *Affaires Étrangères* ou le fonctionnaire délégué par lui.

§ 2. Zij worden, namens den Koning, uitgereikt door den Minister van *Buitenlandsche Zaken* of door den door dezen gemachtigden ambtenaar.

## ART. 3.

## ART. 3.

Il ne sera délivré de lettre de mer qu'à des navires appartenant pour plus de moitié :

Zeebrieven zullen slechts worden uitgereikt voor schepen, die voor meer dan de helft toebehooren :

A. A des Belges;

A. Aan Belgen;

B. A des sociétés commerciales auxquelles la loi reconnaît une individualité juridique et qui ont leur siège en Belgique;

B. Aan handelsvennootschappen, waaraan de wet rechtspersoonlijkheid erkent en die in België gevestigd zijn;

C. A des étrangers ayant une année de résidence continue en Belgique;

C. Aan vreemdelingen, die één jaar achtereen in België verblijven;

D. A des étrangers qui ont établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi.

D. Aan vreemdelingen, die met 's Konings toestemming, zich metterwoon in België hebben gevestigd.

## ART. 4.

## ART. 4.

§ 1<sup>er</sup>. Avant de pouvoir obtenir une lettre de mer, le propriétaire du navire ou le gérant, si le navire appartient à une société commerciale ou à plusieurs propriétaires, est tenu de se présenter devant le juge de paix aux fins :

§ 1. *Vooraleer eenen zeebrief te kunnen bekomen, moet de eigenaar van het schip of de zaakvoerder, zoo het schip aan eene handelsvennootschap of aan verscheidene mede-eigenaars toebehoort, vóór den vrederechter van het kanton verschijnen ten einde :*

1<sup>o</sup> De lui exhiber le contrat passé avec le constructeur ou le contrat de vente constatant la propriété du navire, ainsi que le certificat de jaugeage;

1<sup>o</sup> Hem te vertoonen het met den scheepsbouwer verleden contract of het verkoopcontract, waaruit de eigendom van het schip blijkt, zoomede den meetbrief;

2<sup>o</sup> De lui remettre une déclaration écrite

2<sup>o</sup> Hem af te geven eene schriftelijke ver-

Texte amendé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Les navires de mer doivent être munis, pour naviguer sous pavillon belge, d'une lettre de mer *délivrée conformément* aux dispositions de la présente loi.

ART. 2.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer mentionnent le nom du bâtiment, sa capacité, ses signes particuliers, le nom du capitaine et celui du propriétaire.

§ 2. Elles sont délivrées, au nom du Roi, par le Ministre des *Affaires Étrangères* ou le fonctionnaire délégué par lui.

ART. 3.

Il ne sera délivré de lettre de mer qu'à des navires appartenant pour plus de moitié :

A. A des Belges ;

B. A des sociétés commerciales auxquelles la loi reconnaît une individualité juridique et qui ont leur siège en Belgique ;

C. A des étrangers ayant une année de résidence continue en Belgique, ou qui ont établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi.

ART. 4.

§ 1<sup>er</sup>. Avant de pouvoir obtenir une lettre de mer, le propriétaire du navire ou le gérant, si le navire appartient à une société commerciale ou à plusieurs copropriétaires, est tenu de se présenter devant le juge de paix aux fins :

1° De lui exhiber le contrat passé avec le constructeur ou le contrat de vente constatant la propriété du navire, ainsi que le certificat de jaugeage ;

2° De lui remettre une déclaration écrite

Tekst gewijzigd door de Middelenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

De zeeschepen moeten, om onder Belgische vlag te mogen varen, voorzien zijn van eenen zeebrief *uitgereikt overeenkomstig* de bepalingen van deze wet.

ART. 2.

§ 1. De zeebrieven vermelden den naam van het vaartuig, zijn ladingsvermogen, zijne onderscheidingsteekenen, den naam van den kapitein en dien *van den eigenaar*.

§ 2. Zij worden, namens den Koning, uitgereikt door den Minister van *Buitenslandsche Zaken* of door den ambtenaar dien hij daartoe machtigt.

ART. 3.

Zeebrieven worden slechts uitgereikt voor schepen, die voor meer dan de helft toebehooren :

A. Aan Belgen ;

B. Aan handelsvennootschappen, waaraan de wet rechtspersoonlijkheid erkent en die in België zijn gevestigd ;

C. Aan vreemdelingen, die één jaar onafgebroken verblijft in België hielden, of die, met 's Konings toestemming, zich metterwoon in België hebben gevestigd.

ART. 4.

§ 1. Vooraleer eenen zeebrief te kunnen bekomen, is de eigenaar van het schip of de zaakvoerder, zoo het schip aan eene handelsvennootschap of aan verscheidene mede-eigenaars toebehoort, verplicht voor den vrederechter van het kanton te verschijnen, ten einde :

1° Hem te vertoonen het met den scheepsbouwer verleden contract of het verkoopcontract, waaruit de eigendom van het schip blijkt, benevens den meetbrief ;

2° Hem af te geven eene schriftelijke ver-

## Projet du Gouvernement

*stipulant que le navire réunit les conditions exigées par l'article 3, qu'il n'est pas armé en guerre et qu'il ne sera pas armé en guerre ou employé à des opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge;*

5° *D'affirmer cette déclaration sous serment devant ledit magistrat.*

§ 2. *Les formules de serment, à utiliser suivant les cas, sont annexées à la présente loi; celles de la déclaration écrite, ainsi que celles de la lettre de mer, seront déterminées par arrêté royal.*

## ART. 5.

§ 1<sup>er</sup>. *Les demandes en obtention de lettres de mer doivent être accompagnées d'une ampliation du procès-verbal de la prestation de serment et du certificat de jaugeage.*

§ 2. *Si ces documents sont trouvés insuffisants ou s'il y a des raisons de croire qu'il sera fait un usage illicite de la lettre de mer, celle-ci sera refusée.*

## ART. 6.

§ 1<sup>er</sup>. *Les lettres de mer cessent leurs effets :*

A. *Après quatre ans de durée;*

## Ontwerp der Regeering.

*klaring, bepalende dat het schip voldoet aan al de voorwaarden, vereischt bij artikel 3; dat het niet voor den oorlog is uitgerust en dat het niet voor den oorlog uitgerust zal worden of niet gebezigd zal worden voor ongewettigde verrichtingen, of voor verrichtingen waardoor België's onzijdigheid op het spel zou kunnen komen;*

5° *Die verklaring vóór voormelden rechtspersoon onder eed te bevestigen.*

§ 2. *De volgens de omstandigheden te bezigen formules voor den eed zijn aan deze wet toegevoegd; die voor de schriftelijke verklaring alsmede die voor den zeebrief worden bij koninklijk besluit vastgesteld.*

## ART. 5.

§ 1. *Bij de aanvragen tot verkrijging van zeebrieven moet gevoegd zijn een dubbel van het proces-verbaal van eedaflegging en van den meetbrief.*

§ 2 *Worden die bescheiden ontoereikend bevonden, of bestaan er redenen om te vermoeden dat er een ongewettigd gebruik van den zeebrief zal worden gemaakt, zoo zal deze geweigerd worden.*

## ART. 6.

§ 1. *De zeebrieven verliezen hunne kracht :*

A. *Na eenen termijn van vier jaren;*

Texte amendé par la Section centrale.

*stipulant que le navire réunit les conditions exigées par l'article 3, qu'il n'est pas armé en guerre et qu'il ne sera pas armé en guerre ou employé à des opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge;*

3° *D'affirmer cette déclaration sous serment devant ledit magistrat.*

§ 2. Le juge de paix dressera procès-verbal de la prestation de serment au bas de la déclaration exigée par le § 1<sup>er</sup>, 2°, du présent article.

Le serment sera conçu en ces termes :

Je jure et j'affirme que la présente déclaration est sincère et véritable, que le navire y indiqué n'est pas armé en guerre et que, ni par moi ni de mon consentement, il ne sera armé en guerre ni employé à des opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge.

Les formules de la déclaration écrite ainsi que celles de la lettre de mer seront déterminées par arrêté royal.

#### ART. 5.

§ 1<sup>er</sup>. Les demandes en obtention de lettres de mer doivent être accompagnées d'une copie du certificat de jaugeage et d'une ampliation de la déclaration mentionnée à l'article 4, § 1<sup>er</sup> 2°, avec le procès-verbal de la prestation de serment.

§ 2. Si ces documents sont trouvés insuffisants ou s'il y a des raisons de croire qu'il sera fait un usage illicite de la lettre de mer, celle-ci sera refusée.

#### ART. 6.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer cessent leurs effets :

A. Après quatre ans de durée ;

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

*klaring, bepalande dat het schip voldoet aan de voorwaarden vereischt bij artikel 3; dat het niet ten oorlog is uitgerust en dat het niet ten oorlog zal uitgerust worden of worden gebruikt voor ongeoorloofde verrichtingen, of voor verrichtingen waardoor België's onzijdigheid in gevaar kan worden gebracht.*

5° *Die verklaring voor voormelden magistraat onder eed te bevestigen.*

§ 2. De vrederechter maakt proces-verbaal op van de eedaflegging onderaan de verklaring vereischt bij § 1, 2°, van dit artikel.

De eed luidt aldus :

Ik zweer en bevestig dat deze verklaring oprecht en waar is, dat het daarin aangeduid schip niet ten oorlog is uitgerust en dat het noch door mij noch met mijne toestemming ten oorlog zal uitgerust worden of worden gebruikt voor ongeoorloofde verrichtingen of verrichtingen waardoor de onzijdigheid van België in gevaar kan worden gebracht.

De bewoordingen van de schriftelijke verklaring alsmede die van den zeebrief worden bij koninklijk besluit vastgesteld.

#### ART. 5.

Bij de aanvragen tot verkrijging van zeebrieven moet worden gevoegd een afschrift van den meetbrief en een dubbel van de verklaring vermeld in artikel 4, § 1, 2°, benevens het proces-verbaal der eedaflegging.

§ 2. Worden die bescheiden ontoereikend bevonden, of bestaan er redenen om te vermoeden dat er een ongeoorloofd gebruik van den zeebrief zal worden gemaakt, zoo zal deze geweigerd worden.

#### ART. 6.

§ 1. De zeebrieven houden op van kracht te zijn :

A. Na eenen termijn van vier jaren ;

## Projet du Gouvernement.

*B.* Lorsque la propriété de plus de la moitié du navire est transférée ou lorsque le transfert d'une quotité moindre rend propriétaires de moitié du navire des étrangers n'ayant pas une année de résidence continue en Belgique, ou n'ayant pas établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi;

*C.* Par le changement du nom du navire;

*D.* Par l'emploi du navire comme corsaire, pirate ou pour la traite, ou pour d'autres opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge;

*E.* En cas de prise ou de destruction du navire.

§ 2. Lorsque, à l'expiration du terme de la lettre de mer, le navire est en cours de voyage, cette lettre reste valable jusqu'au retour du navire en Belgique, sans que ce délai puisse dépasser deux ans.

*Toutefois, le Ministre des Affaires Étrangères peut renouveler les lettres de mer périmées sans exiger que le navire se rende dans un port belge.*

## ART. 7.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer périmées doivent être restituées au Ministre des Affaires Étrangères ou au fonctionnaire qui les a délivrées. Il n'en sera délivré de nouvelles que contre remise : 1<sup>o</sup> de l'ancienne, à moins qu'il ne soit justifié de sa perte; 2<sup>o</sup> du certificat de jaugeage.

§ 2. En cas de destruction du navire ou de vente en pays étrangers, le capitaine remettra la lettre de mer à la légation ou au

## Ontwerp der Regeering.

*B.* Wanneer de eigendom van meer dan de helft van het schip is overgedragen of wanneer, door de overdracht van een geringer deel, vreemdelingen die geen jaar achtereen in België verblijven of die zich niet met 's Konings toestemming metterwoon in België hebben gevestigd, eigenaars worden van de helft van het schip;

*C.* Door naamsverandering van het schip;

*D.* Door gebruik van het schip tot kaapvaart, zeeroof of slavenhandel, of tot andere ongewettigde verrichtingen, of tot verrichtingen waardoor België's onzijdigheid op het spel zou kunnen komen;

*E.* In geval het schip wordt prijsgemaakt of vernield.

§ 2. Wanneer het schip in de vaart is bij het verstrijken van den termijn van geldigheid van den zeebrief, blijft die zeebrief geldig tot aan de terugkomst van het schip in België, zonder dat dit uitstel meer dan twee jaren mag bedragen.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken kan echter de vervallen zeebrieven vernieuwen of doen vernieuwen, zonder daarom te vergen, dat het schip zich in eene Belgische haven begeve.*

## ART. 7.

§ 1. De vervallen zeebrieven moeten worden teruggegeven aan den Minister van Buitenlandsche Zaken of aan den ambtenaar, die ze uitgereikt heeft. Er zal geen nieuwe zeebrief worden uitgereikt, tenzij tegen afgifte : 1<sup>o</sup> van den vroegeren zeebrief, tenzij dezès verlies worde bewezen; 2<sup>o</sup> van den meetbrief.

§ 2. In geval van vernieling van het schip of van verkoop buitenslands, zal de kapitein den zeebrief afgeven aan het Bel-

Texte amendé par la Section centrale.

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

B. Lorsque la propriété de plus de la moitié du navire est transférée ou lorsque le transfert d'une quotité moindre rend propriétaires de moitié du navire des étrangers n'ayant pas une année de résidence continue en Belgique, ou n'ayant pas établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi; toutefois lorsque ces transferts de nature à modifier les conditions de propriété prescrites par l'article 3 ont lieu par succession ou testament, les lettres de mer ne cesseront leurs effets qu'après six mois;

C. Par le changement du nom du navire;

D. Par l'emploi du navire comme corsaire, pirate ou pour la traite, ou pour d'autres opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge;

E. En cas de prise ou de destruction du navire.

§ 2. Lorsque, à l'expiration du terme de la lettre de mer, le navire est en cours de voyage, cette lettre reste valable jusqu'au retour du navire en Belgique, sans que ce délai puisse dépasser deux ans.

*Toutefois, le Ministre des Affaires Étrangères peut renouveler ou faire renouveler les lettres de mer périmées sans exiger que le navire se rende dans un port belge.*

#### ART. 7.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer périmées doivent être restituées au Ministre des Affaires Étrangères ou au fonctionnaire qui les a délivrées. Il n'en sera délivré de nouvelles que contre remise: 1° de l'ancienne, à moins qu'il ne soit justifié de sa perte; 2° du certificat de jaugeage.

§ 2. En cas de destruction du navire ou de vente en pays étrangers, le capitaine remettra la lettre de mer à la légation ou au

B. Wanneer de eigendom van meer dan de helft van het schip is overgedragen of wanneer, door de overdracht van een geringer deel, vreemdelingen die geen jaar onafgebroken verblijf in België hielden of die zich niet met 's Konings toestemming metterwoon in België hebben gevestigd, eigenaars worden van de helft van het schip; wanneer echter deze overdrachten, waardoor de in artikel 3 bepaalde voorwaarden van eigendom worden gewijzigd, bij erfopvolging of testament geschieden, houden de zeebrieven eerst na zes maanden op van kracht te zijn.

C. Door naamsverandering van het schip;

D. Door gebruik van het schip tot kaapvaart, zeeroof of slavenhandel, of tot andere ongeoorloofde verrichtingen of tot verrichtingen waardoor de onzijdigheid van België in gevaar kan worden gebracht;

E. In geval het schip wordt prijsgemaakt of vernield.

§ 2. Wanneer, bij het verstrijken van den termijn van geldigheid van den zeebrief, het schip in de vaart is, blijft die zeebrief geldig tot aan de terugkomst van het schip in België, zonder dat dit uitstel meer dan twee jaren mag bedragen.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken kan echter de vervallen zeebrieven vernieuwen of doen vernieuwen, zonder daarom te vergen, dat het schip zich in eene Belgische haven begeve.*

#### ART. 7.

§ 1. De vervallen zeebrieven moeten worden teruggegeven aan den Minister van Buitenlandsche Zaken of aan den ambtenaar, die ze uitgereikt heeft. Er zal geen nieuwe zeebrief worden uitgereikt, tenzij tegen afgifte: 1° van den vroegeren zeebrief, tenzij dezes verlies worde bewezen; 2° van den meetbrief.

§ 2. In geval van vernieling van het schip of van verkoop buitenslands, zal de kapitein den zeebrief afgeven aan het Belgisch

## Projet du Gouvernement.

consulat belge, en indiquant le motif de la restitution. La légation ou le consulat en délivrera récépissé au capitaine et la fera parvenir, avec mention du motif de la restitution, au *Ministre des Affaires Étrangères*.

§ 5. A défaut de légation ou de consulat belge sur les lieux, le capitaine sera tenu de canceller la lettre de mer en présence de son équipage, ou, à défaut de celui-ci, en présence d'un fonctionnaire public, et de transmettre la lettre au *Ministre des Affaires Étrangères*.

## ART. 8.

§ 1<sup>er</sup>. Le *Ministre des Affaires Étrangères* ou le fonctionnaire délégué par lui pourra accorder des lettres de mer provisoires pour des navires achetés ou construits à l'étranger et réunissant les conditions exigées par l'article 3; elles sont valables jusqu'à ce que les formalités requises pour l'obtention des lettres de mer définitives puissent être remplies. Elles seront délivrées d'après le certificat de jaugeage du pays où le navire se trouve; elles auront une durée de deux ans au plus et cesseront, dans tous les cas, leurs effets à l'arrivée du bâtiment en Belgique.

§ 2. Le *Ministre des Affaires Étrangères*, ou le fonctionnaire délégué par lui, pourra également accorder à des Belges établis à l'étranger ou aux gérants, à l'étranger, de sociétés belges, de lettres de mer provisoires, valables pendant une année, pour des navires réunissant les conditions prévues à l'article 3. Dans ces cas, les formalités prescrites par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, sont accomplies devant le fonctionnaire délégué par le *Ministre des Affaires Étrangères*.

§ 3. Il ne sera délivré de lettre de mer

## Ontwerp der Regeering.

gisch gezantschap of consulaat, met aanwijzing van de reden der teruggave. Het gezantschap of het consulaat zal er den kapitein een ontvangbewijs van afleveren en den zeebrief, met vermelding van de reden der teruggave, aan den *Minister van Buitenlandsche Zaken* doen geworden.

§ 5. Als er ter plaatse geen Belgisch gezantschap of consulaat bestaat, zal de kapitein verplicht zijn den zeebrief door te schrappen in tegenwoordigheid van zijn scheepsvolk of, bij gebrek aan dit, in tegenwoordigheid van een openbaren ambtenaar, en den zeebrief naar den *Minister van Buitenlandsche Zaken* te zenden.

## ART. 8.

§ 1. De *Minister van Buitenlandsche Zaken* of de door dezen gemachtigde ambtenaar mag voorloopige zeebrieven uitreiken voor buitenslands aangekochte of gebouwde schepen, die voldoen aan al de voorwaarden, vereischt bij artikel 3; die voorloopige zeebrieven zijn geldig totdat de vereischte formaliteiten ter verkrijging van de gewone zeebrieven vervuld kunnen worden. Zij worden uitgereikt volgens den meetbrief van het land, waar het schip zich bevindt; zij zullen ten langste twee jaar geldig zijn en, in alle gevallen, hunne kracht verliezen bij aankomst van het vaartuig in België.

§ 2. De *Minister van Buitenlandsche Zaken* of de door dezen gemachtigde ambtenaar mag ook aan buitenslands gevestigde Belgen of aan buitenslands aanwezige zaakvoerders van Belgische vennootschappen, voorloopige zeebrieven verleen, geldig gedurende één jaar, voor schepen die voldoen aan al de voorwaarden, voorzien bij artikel 3. In die gevallen, worden de bij artikel 4, § 1, vereischte formaliteiten vervuld vóór den ambtenaar, daartoe gemachtigd door den *Minister van Buitenlandsche Zaken*.

§ 3. Voor een buitenslands aanwezig

Texte amendé par la Section centrale.

consulat belge, en indiquant le motif de la restitution. La légation ou le consulat en délivrera récépissé au capitaine et la fera parvenir, avec mention du motif de la restitution, au Ministre des *Affaires Étrangères*.

§ 5. A défaut de légation ou de consulat belge sur les lieux, le capitaine sera tenu de canceller la lettre de mer en présence de son équipage, ou, à défaut de celui-ci, en présence d'un fonctionnaire public, et de transmettre la lettre au Ministre de *Affaires Étrangères*.

ART. 8.

§ 1<sup>er</sup>. Le Ministre des *Affaires Étrangères* ou le fonctionnaire délégué par lui pourra accorder des lettres de mer provisoires pour des navires achetés ou construits à l'étranger et réunissant les conditions exigées par l'article 5; elles sont valables jusqu'à ce que les formalités requises pour l'obtention des lettres de mer définitives puissent être remplies. Elles seront délivrées d'après le certificat de jaugeage du pays où le navire se trouve; elles auront une durée de deux ans au plus et cesseront, dans tous les cas, leurs effets à l'arrivée du bâtiment en Belgique.

§ 2. Le Ministre des *Affaires Étrangères*, ou le fonctionnaire délégué par lui, pourra également accorder à des Belges établis à l'étranger ou aux gérants, à l'étranger, de sociétés belges, des lettres de mer provisoires, valables pendant une année, pour des navires réunissant les conditions prévues à l'article 5. Dans ces cas, les formalités prescrites par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, sont accomplies devant le fonctionnaire délégué par le Ministre des *Affaires Étrangères*.

§ 3. Il ne sera délivré de lettre de mer

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

gezantschap of consulaat, met aanwijzing van de reden der teruggave. Het gezantschap of het consulaat zal er den kapitein een ontvangbewijs van afleveren en den zeebrief, met vermelding van de reden der teruggave, aan den Minister van *Buitenlandsche Zaken* doen geworden.

§ 5. Als er ter plaatse geen Belgisch gezantschap of consulaat bestaat, zal de kapitein verplicht zijn den zeebrief door te schrappen in tegenwoordigheid van zijn scheepsvolk of, bij gebrek aan dit, in tegenwoordigheid van een openbaren ambtenaar, en den zeebrief naar den Minister van *Buitenlandsche Zaken* te zenden.

ART. 8.

§ 1. De Minister van *Buitenlandsche Zaken* of de door hem gemachtigde ambtenaar mag voorloopige zeebrieven uitreiken voor buitenslands aangekochte of gebouwde schepen, die voldoen aan al de voorwaarden, vereischt bij artikel 3; die voorloopige zeebrieven zijn geldig totdat de vereischte formaliteiten ter verkrijging van de gewone zeebrieven vervuld kunnen worden. Zij worden uitgereikt volgens den meetbrief van het land, waar het schip zich bevindt; zij zullen ten langste twee jaar geldig zijn en, in alle gevallen, ophouden van kracht te zijn bij aankomst van het schip in België.

§ 2. De Minister van *Buitenlandsche Zaken* of de door hem gemachtigde ambtenaar mag ook aan buitenslands gevestigde Belgen of aan buitenslands aanwezige zaakvoerders van Belgische vennootschappen, voorloopige zeebrieven verleen, geldig gedurende één jaar, voor schepen die voldoen aan al de voorwaarden, bij artikel 3 voorzien. In die gevallen, worden de bij artikel 4, § 1, vereischte formaliteiten vervuld voor den ambtenaar, daartoe gemachtigd door den Minister van *Buitenlandsche Zaken*.

§ 3. Voor een buitenslands aanwezig

## Projet du Gouvernement.

provisoire pour un navire se trouvant à l'étranger que sur la production d'un certificat constatant que le bâtiment se trouve en bon état de navigabilité.

Les certificats de navigabilité devront porter la signature de deux experts désignés par l'agent consulaire belge du port étranger où le navire se trouve, ou par l'agent consulaire du port le plus voisin; ils devront être visés par cet agent, qui certifiera, dans son visa, que les experts ont été désignés par lui.

§ 4. La délivrance des lettres de mer provisoires pourra, en outre, être subordonnée aux autres conditions et formalités jugées nécessaires par le Ministre des Affaires Étrangères.

§ 5. Le Ministre des Affaires Étrangères ou le fonctionnaire délégué par lui en Belgique peut remplacer par des lettres de mer définitives les lettres de mer provisoires dont il est question au § 2 du présent article, sans que les navires soient obligés de se rendre dans un port belge.

## ART. 9.

§ 1<sup>er</sup>. Le Ministre des Affaires Étrangères pourra également délivrer des lettres de mer extraordinaires, pour des navires construits en Belgique pour compte d'étrangers, afin qu'ils puissent se rendre, sous pavillon belge, dans un port étranger.

§ 2. À l'arrivée du navire à sa destination, la lettre de mer extraordinaire doit être remise, contre récépissé, à la légation ou au consulat belge auquel le port ressortit.

## ART. 10.

Les lettres de mer pourront toujours être retirées en cas d'abus.

## Ontwerp der Regeering

schip zal geen voorloopige zeebrief uitgereikt worden, tenzij op overlegging van een getuigschrift, waaruit blijkt dat het vaartuig zeewaardig is.

De getuigschriften van zeewaardigheid moeten ondertekend zijn door twee deskundigen, aangewezen door den Belgischen consularen vertegenwoordiger in de buitenlandsche haven waar het schip zich bevindt, of door den consularen vertegenwoordiger in de dichtstbij gelegen haven; zij moeten voor gezien geteekend zijn door dien vertegenwoordiger, die daarbij verklaart dat de deskundigen door hem aangewezen werden.

§ 4. De uitreiking van voorloopige zeebrieven kan, bovendien, onderworpen worden aan de andere voorwaarden en formaliteiten, welke de Minister van Buitenlandsche Zaken noodig mocht achten.

§ 5. De Minister van Buitenlandsche Zaken of de door hem in België gemachtigde ambtenaar mag de bij § 2 van dit artikel bedoelde voorloopige zeebrieven vervangen door gewone zeebrieven, zonder dat de schepen verplicht wezen zich in eene Belgische haven te begeven.

## ART. 9.

§ 1. De Minister van Buitenlandsche Zaken mag ook buitengewone zeebrieven uitreiken voor in België, voor rekening van vreemdelingen gebouwde schepen, opdat zij zich, onder Belgische vlag, in eene buitenlandsche haven kunnen begeven.

§ 2. Bij aankomst van het schip ter bestemming, moet de buitengewone zeebrief, tegen ontvangbewijs, worden afgegeven aan het Belgisch gezantschap of consulaat, waaronder de haven behoort.

## ART. 10.

In geval van misbruik, kunnen de zeebrieven altijd ingetrokken worden.

## Texte amendé par la Section centrale.

provisoire pour un navire se trouvant à l'étranger que sur la production d'un certificat constatant que le bâtiment se trouve en bon état de navigabilité.

Les certificats de navigabilité devront porter la signature de deux experts désignés par l'agent consulaire belge du port étranger où le navire se trouve, ou par l'agent consulaire du port le plus voisin; ils devront être visés par cet agent, qui certifiera, dans son visa, que les experts ont été désignés par lui.

§ 4. La délivrance des lettres de mer provisoires pourra, en outre, être subordonnée aux autres conditions et formalités jugées nécessaires par le Ministre des Affaires Étrangères.

§ 5. Le Ministre des Affaires Étrangères ou le fonctionnaire délégué par lui en Belgique peut remplacer par des lettres de mer définitives les lettres de mer provisoires dont il est question au § 2 du présent article, sans que les navires soient obligés de se rendre dans un port belge.

## ART. 9.

§ 1<sup>er</sup>. Le Ministre des Affaires Étrangères pourra également délivrer des lettres de mer **spéciales**, pour des navires construits en Belgique pour compte d'étrangers, afin qu'ils puissent se rendre, sous pavillon belge, dans un port étranger.

§ 2. A l'arrivée du navire à sa destination, la lettre de mer **spéciale** doit être remise, contre récépissé, à la légation ou au consulat belge auquel le port ressortit.

## ART. 10.

Les lettres de mer pourront toujours être retirées en cas d'infraction aux dispositions de la présente loi.

## Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

schip zal geen voorloopige zeebrief uitgereikt worden, tenzij op overlegging van een getuigschrift, waaruit blijkt dat het vaartuig zeewaardig is.

De getuigschriften van zeewaardigheid moeten ondertekend zijn door twee deskundigen, aangewezen door den Belgischen consularen vertegenwoordiger in de buitenlandsche haven waar het schip zich bevindt, of door den consularen agent in de dichtstbij gelegen haven; zij moeten voor gezien geteekend worden door dien agent, die daarbij verklaart dat de deskundigen door hem werden aangewezen.

§ 4. De uitreiking van voorloopige zeebrieven kan, bovendien, worden onderworpen aan de andere voorwaarden en formaliteiten, welke de Minister van Buitenlandsche Zaken noodig mocht achten.

§ 5. De Minister van Buitenlandsche Zaken of de door hem in België gemachtigde ambtenaar mag de bij § 2 van dit artikel bedoelde voorloopige zeebrieven vervangen door gewone zeebrieven, zonder dat de schepen verplicht zijn zich naar eene Belgische haven te begeven.

## ART. 9.

§ 1. De Minister van Buitenlandsche Zaken mag ook **bijzondere** zeebrieven uitreiken voor in België, voor rekening van vreemdelingen gebouwde schepen, opdat zij zich, onder Belgische vlag, in eene buitenlandsche haven kunnen begeven.

§ 2. Bij aankomst van het schip ter bestemming, moet de **bijzondere** zeebrief, tegen ontvangbewijs, worden afgegeven aan het Belgisch gezantschap of consulaat, waaronder de haven behoort.

## ART. 10.

In geval van overtreding van de bepalingen dezer wet, kunnen de zeebrieven altijd worden ingetrokken.

## Projet du Gouvernement.

## ART. 11.

§ 1<sup>er</sup>. Avant de faire usage d'une lettre de mer, le capitaine y apposera sa signature, qui devra être légalisée par le fonctionnaire délégué par le Ministre des *Affaires Étrangères* si le capitaine est en Belgique, ou par le consul s'il est à l'étranger.

§ 2. On agira de même en cas de remplacement provisoire ou définitif du capitaine.

§ 5. Il sera donné connaissance de ce changement au Ministre des *Affaires Étrangères*.

## ART. 12.

Tous capitaines de navires, sans distinction de nationalité, sont tenus, à l'entrée et à la sortie d'un port du Royaume, de présenter leurs lettres de mer aux autorités du port; faute de ce faire, tout document pourra leur être refusé et le navire pourra être retenu jusqu'à ce que les pièces requises aient été produites.

## ART. 13.

Les capitaines des navires belges, en entrant dans un port étranger pour y séjourner plus de vingt-quatre heures, sont tenus de se rendre en personne, au plus tard le lendemain de leur arrivée, chez le consul belge ou celui qui le représente, pour faire viser leurs lettres de mer.

## ART. 14.

Les capitaines des navires à vapeur faisant un service régulier vers les ports étrangers, sont tenus d'y faire viser une fois par an leurs lettres de mer, et ce lors de leur première arrivée dans l'année.

## Ontwerp der Regeering.

## ART. 11.

§ 1. Vooraleer de kapitein eenen zeebrief gebruikt, moet hij er zijne handteekening op zetten, die gewaarmerkt moet worden door den daartoe door den Minister van *Buitenlandsche Zaken* gemachtigden ambtenaar, zoo de kapitein in België is, of door den consul, zoo hij buitenslands is.

§ 2. Eveneens wordt gehandeld in geval van vervanging van den kapitein, voorloopig of voorgoed.

§ 5. Van die verandering zal kennis worden gegeven aan den Minister van *Buitenlandsche Zaken*.

## ART. 12.

Alle scheepskapiteins, zonder onderscheid van nationaliteit, zijn verplicht, bij het in- en bij het uitvaren van eene haven des Koninkrijks, hunne zeebrieven aan de overheden der haven voor te leggen; als zij dit niet doen, kan elk bescheid hun geweigerd worden en kan het schip opgehouden worden totdat de vereischte stukken overgelegd zijn.

## ART. 13.

De kapiteins der Belgische schepen, die eene buitenlandse haven binnenloopen om er langer dan vier en twintig uren te vertoeven, zijn verplicht zich uiterlijk daags na hunne aankomst, in persoon te begeven bij den Belgischen consul of bij hem, die dezen vertegenwoordigt, om hunne zeebrieven voor gezien te doen teekenen.

## ART. 14.

De kapiteins der stoomschepen, die een geregelden dienst doen naar buitenlandse havens, zijn verplicht er eenmaal 's jaars, en wèl de eerste maal dat zij er in het jaar binnenloopen, hunne zeebrieven voor gezien te doen teekenen.

Texte amendé par la Section centrale.

ART. 11.

§ 1<sup>er</sup>. Avant de faire usage d'une lettre de mer, le capitaine y apposera sa signature, qui devra être légalisée par le fonctionnaire délégué par le Ministre des *Affaires Étrangères* si le capitaine est en Belgique, ou par le consul s'il est à l'étranger.

§ 2. On agira de même en cas de remplacement provisoire ou définitif du capitaine.

§ 5. Il sera donné connaissance de ce changement au Ministre des *Affaires Étrangères*.

ART. 12.

Tous capitaines de navires, sans distinction de nationalité, sont tenus, à l'entrée et à la sortie d'un port du Royaume, de présenter leurs lettres de mer aux autorités du port; faute de ce faire, tout document pourra leur être refusé et le navire pourra être retenu jusqu'à ce que les pièces requises aient été produites.

ART. 13.

Les capitaines des navires belges, en entrant dans un port étranger pour y séjourner plus de vingt-quatre heures, sont tenus de se rendre en personne, au plus tard le lendemain de leur arrivée, chez le consul belge ou celui qui le représente, pour faire viser leurs lettres de mer.

ART. 14.

Les capitaines des *navires* à vapeur faisant un service régulier vers les ports étrangers, sont tenus d'y faire viser une fois par an leurs lettres de mer, et ce lors de leur première arrivée dans l'année.

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

ART. 11.

§ 1. Vooraleer de kapitein gebruikt maakt van eenen zeebrief, voorziet hij dezen van zijne handteekening, die moet worden gewaarmerkt door den ambtenaar daartoe door den Minister van *Buitenlandsche Zaken* gemachtigd, zoo de kapitein in België is, of door den consul, zoo hij buitenslands is.

§ 2. Eveneens wordt gehandeld in geval van vervanging van den kapitein, voorloopig of voorgoed.

§ 5. Van die verandering zal kennis worden gegeven aan den Minister van *Buitenlandsche Zaken*.

ART. 12.

Alle scheepskapiteins, zonder onderscheid van nationaliteit, zijn verplicht, bij het in- en bij het uitvaren van eene haven des Koninkrijks, hunne zeebrieven aan de overheden der haven voor te leggen; als zij dit niet doen, kan elk bescheid hun geweigerd worden en kan het schip worden opgehouden totdat de vereischte stukken overgelegd zijn.

ART. 13.

De kapiteins der Belgische schepen, die eene buitenlandsche haven binnenloopen om er langer dan vier en twintig uren te vertoeven, zijn verplicht zich uiterlijk daags na hunne aankomst, in persoon te begeven bij den Belgischen consul of bij hem, die dezen vertegenwoordigt, om hunne zeebrieven voor gezien te doen teekenen.

ART. 14.

De kapiteins der stoomschepen die een geregelden dienst doen naar buitenlandsche havens, zijn verplicht er eenmaal 's jaars, en wél de eerste maal dat zij er in het jaar binnenloopen, hunne zeebrieven voor gezien te doen teekenen.

## Projet du Gouvernement.

## ART. 15.

Les lettres de mer périmées ou annulées seront retirées d'office par les autorités des ports belges et par les consuls à l'étranger.

## ART. 16.

Le capitaine sera tenu de faire inscrire en lettres *distinctes* le nom du navire et celui du port d'attache sur la poupe du navire.

## ART. 17.

§ 1<sup>er</sup>. Le capitaine naviguant sous pavillon belge sans lettre de mer régulière sera passible d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. *S'il se présente des circonstances atténuantes, il pourra lui être fait remise de l'emprisonnement.*

§ 2. Les autres infractions à la présente loi seront punies d'une amende de cinquante francs à deux mille francs, sans préjudice des peines *frappant les actes qui constituent des délits ou des crimes de droit commun.*

## Ontwerp der Regeering.

## ART. 15.

De vervallen of ongeldig geworden zeebrieven worden van ambtswege ingetrokken door de overheden der Belgische havens, en, buitenlands, door de consuls.

## ART. 16.

De naam van het schip en die van de haven, waar het thuis behoort, moeten, door de zorg van den kapitein, met *duidelijke* letters op het achterschip worden gesteld.

## ART. 17.

§ 1. De kapitein die zonder behoorlijken zeebrief onder Belgische vlag vaart is strafbaar met eene boete van vijfhonderd frank tot vijfduizend frank en met gevangenisstraf van ééne maand tot twee jaar. *Bestaan er verzachtende omstandigheden, zoo kan hem kwijtschelding van de gevangenisstraf worden verleend.*

§ 2. De andere overtredingen van deze wet worden gestraft met eene boete van vijftig frank tot tweeduizend frank, onverminderd de straffen die gesteld zijn op daden, *welke als wanbedrijven of misdaden van gemeen recht worden aangemerkt.*

Texte amendé par la Section centrale.

ART. 15.

Les lettres de mer périmées ou annulées seront retirées d'office par les autorités des ports belges et par les consuls à l'étranger.

ART. 16.

Le capitaine sera tenu de faire inscrire en lettres **apparentes** et distinctes le nom du navire et celui du port d'attache sur la poupe de navire.

ART. 17.

§ 1<sup>er</sup>. Le capitaine naviguant sous pavillon belge sans lettre de mer régulière sera passible d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, **ou, s'il existe des circonstances atténuantes, d'une de ces peines seulement.**

§ 2. L'affirmation sous serment d'une fausse déclaration sera punissable des mêmes peines.

§ 3. Les autres infractions à la présente loi seront punies d'une amende de cinquante francs à deux mille francs.

ART. 18.

Les articles 66, 67 et 69 § 2 du Code pénal sont applicables aux délits prévus par la présente loi.

ART. 19.

§ 1. Tout individu, belge ou étranger, qui aura commis hors du territoire du Royaume, un délit prévu par la présente loi, pourra être poursuivi en Belgique.

§ 2. Sont également compétents : le tribunal du lieu de la résidence de

Tekst gewijzigd door de Middelenafdeeling.

ART. 15.

De vervallen of ongeldig verklaarde zeebrieven worden ambtshalve ingetrokken door de overheden der Belgische havens, en, buitenslands, door de consuls.

ART. 16.

De naam van het schip en die van de haven, waar het thuis behoort, moeten, door de zorg van den kapitein, met **in 't oog loopende** en duidelijke letters op den achtersteven worden aangebracht.

ART. 17.

§ 1. De kapitein die zonder behoorlijken zeebrief onder Belgische vlag vaart, wordt gestraft met eene boete van vijf honderd tot vijf duizend frank en met eene gevangenisstraf van ééne maand tot twee jaar, **of, indien er verzachtende omstandigheden bestaan, met slechts ééne dezer straffen.**

§ 2. Het bevestigen onder eede van eene valsche verklaring wordt met dezelfde straffen gestraft.

§ 3. De andere overtredingen van deze wet worden gestraft met eene boete van vijftig tot twee duizend frank.

ART. 18.

De artikelen 66, 67 en 69, § 2, van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene wanbedrijven.

ART. 19.

§ 1. Elke persoon, 't zij Belg of vreemdeling, die buiten 's Rijks grondgebied, een bij deze wet voorzien wanbedrijf pleegt, kan in België worden vervolgd.

§ 2. Zijn insgelijks bevoegd : de rechtbank van de verblijfplaats des

## Projet du Gouvernement.

## Ontwerp der Regeering.

## ART. 18.

§ 1<sup>er</sup>. Les fonctionnaires du commissariat maritime et les fonctionnaires et employés de l'administration des douanes et accises en Belgique ainsi que les consuls belges à l'étranger, dresseront procès-verbal de toutes les infractions à la présente loi; ces procès-verbaux, affirmés sous serment le plus tôt possible et, au plus tard, pendant le deuxième jour après celui de leur clôture, feront foi jusqu'à preuve contraire.

§ 2. L'affirmation sous serment des procès-verbaux rédigés en Belgique sera faite devant le juge de paix ou le chef de l'administration communale du lieu où l'infraction aura été constatée.

§ 3. L'affirmation sous serment n'est pas requise lorsque le procès-verbal est rédigé par un consul, dans un port où il n'existe pas d'autorité belge pouvant recevoir le serment.

## ART. 19.

La présente loi ne s'applique pas aux navires de l'État.

## ART. 20.

Les bâtiments de pêche doivent être munis d'une déclaration du propriétaire, certifiée exacte par l'administration communale,

## ART. 18.

§ 1. De waterschout en dezese ambtenaren en de ambtenaren en beambten van het Beheer der invoerrechten en accijnzen in België, alsmede de Belgische consuls buitenlands, zullen proces-verbaal opmaken wegens alle overtredingen van deze wet; die processen-verbaal, welke zoo spoedig mogelijk, en uiterlijk op den tweeden dag nadat ze gesloten zijn, onder eed moeten worden bevestigd, zullen geloofd worden totdat het tegenbewijs zij geleverd.

§ 2. De bevestiging onder eed van de in België opgemaakte processen-verbaal zal geschieden vóór den vrederechter of vóór het hoofd van het gemeentebestuur ter plaats, waar de overtreding werd vastgesteld.

§ 3. De bevestiging onder eed is niet vereischt wanneer het proces-verbaal is opgemaakt door eenen consul, in eene haven waar geene Belgische overheid bestaat die den eed mag afnemen.

## ART. 19.

Deze wet is niet van toepassing op Staatsvaartuigen.

## ART. 20.

De visschersvaartuigen moeten voorzien zijn van eene door den eigenaar afgeleverde en door de gemeente-overheid nauwkeurig

Texte amendé par la Section centrale.

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

l'inculpé ou de sa dernière résidence connue; celui du lieu où il aura été trouvé; et celui dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire. A leur défaut, la connaissance du délit appartiendra au tribunal correctionnel de Bruxelles.

§ 3. La présente disposition ne déroge pas à la compétence des tribunaux consulaires dans les pays hors de chrétienté.

ART. 20.

§ 1<sup>er</sup>. Les fonctionnaires du commissariat maritime et les fonctionnaires et employés de l'administration des douanes et accises en Belgique ainsi que les consuls belges à l'étranger, dresseront procès-verbal de toutes les infractions à la présente loi; ces procès-verbaux, affirmés sous serment le plus tôt possible et, au plus tard, pendant le deuxième jour après celui de leur clôture, feront foi jusqu'à preuve contraire.

§ 2. L'affirmation sous serment des procès-verbaux rédigés en Belgique sera faite devant le juge de paix ou le chef de l'administration communale du lieu où l'infraction aura été constatée.

§ 5. L'affirmation sous serment n'est pas requise lorsque le procès-verbal est rédigé par un consul, dans un port où il n'existe pas d'autorité belge pouvant recevoir le serment.

ART. 21.

La présente loi ne s'applique pas aux navires de l'État.

ART. 22.

Les bâtiments de pêche doivent être munis d'une déclaration du propriétaire, certifiée exacte par l'administration communale,

verdachten of van zijn laatst gekend verblijf; die van de plaats waar hij wordt aangetroffen en die van het gebied binnen hetwelk het schip thuis behoort. Bij ontstentenis van deze, neemt de boetstraffelijke rechtbank van Brussel kennis van het wanbedrijf.

§ 3. Deze bepaling doet geene afbreuk aan de bevoegdheid van de consulaire rechtbanken in de niet tot de christenheid behorende landen.

ART. 20.

§ 1. De waterschout en zijne ambtenaren en de ambtenaren en beambten van het Bestuur der douanes en accijnzen in België, alsmede de Belgische consuls buitenslands, maken proces-verbaal op wegens alle overtredingen van deze wet; die processen-verbaal, welke zoo spoedig mogelijk, en uiterlijk op den tweeden dag nadat ze gesloten zijn, met eede moeten worden bevestigd, gelden als bewijs, behoudens tegenbewijs.

§ 2. De bevestiging onder eede van de in België opgemaakte processen-verbaal geschiedt voor den vrederechter of voor het hoofd van het gemeentebestuur ter plaatse waar de overtreding is vastgesteld.

§ 5. De bevestiging onder eede wordt niet vereischt wanneer het proces-verbaal is opgemaakt door eenen consul, in eene haven waar geene Belgische overheid bestaat die den eed mag afnemen.

ART. 21.

Deze wet is niet van toepassing op Staatsvaartuigen.

ART. 22.

De visschersvaartuigen moeten voorzien zijn van eene door den eigenaar afgeleverde en door de gemeente-overheid nauwkeurig

## Projet du Gouvernement.

## Ontwerp der Regeering.

conforme à la formule qui sera déterminée par arrêté royal.

verklaarde aangifte, overeenkomstig de formule, die bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld.

## ART. 21.

## ART. 21.

La loi du 20 janvier 1873 est abrogée.

De wet van 20<sup>e</sup> Januari 1873 is ingetrokken.

L'article 6 de la présente loi est rendu applicable aux lettres de mer délivrées à l'époque de sa mise en vigueur.

Artikel 6 van de tegenwoordige wet is van toepassing gesteld op de ten tijde van hare inwerkingtreding afgeleverde zeebrieven.

Texte amendé par la Section centrale.

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

conforme à la formule qui sera déterminée par arrêté royal.

verklaarde aangifte, overeenkomstig de formule, die bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld.

ART. 23.

ART. 23.

La loi du 20 janvier 1873 est abrogée.

De wet van 20<sup>a</sup> Januari 1873 wordt ingetrokken.

L'article 6 de la présente loi est rendu applicable aux lettres de mer délivrées à l'époque de sa mise en vigueur.

Artikel 6 van deze wet is van toepassing op de zeebrieven reeds uitgereikt bij haar in werking treden.

## ANNEXE

## LOI DU 20 JANVIER 1873.

## ARTICLE PREMIER.

Les navires de mer doivent être munis, pour naviguer sous pavillon belge, d'une lettre de mer *conforme* aux dispositions de la présente loi.

## ART. 2.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer mentionnent le nom du bâtiment, sa capacité, ses signes particuliers, le nom du capitaine et celui de *l'armateur*.

§ 2. Elles sont délivrées au nom du Roi, par le Ministre des *finances* ou le fonctionnaire délégué par lui, *sur une déclaration écrite, affirmée sous la foi du serment, que le navire réunit les conditions requises par l'article 2. Cette déclaration est faite et le serment est prêté par le propriétaire ou par le gérant, si le navire appartient à une société ou à plusieurs copropriétaires.*

## ART. 3.

Il ne sera délivré de lettres de mer qu'à des navires appartenant pour plus de moitié :

A. A des Belges;

B. A des sociétés commerciales auxquelles la loi reconnaît une individualité juridique et qui ont leur siège en Belgique;

C. A des étrangers ayant une année de résidence continue en Belgique;

D. A des étrangers qui ont établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi.

#### ART. 4.

§ 1<sup>er</sup>. *Le serment est prêté devant le juge de paix du canton, après exhibition de la déclaration écrite, du contrat passé avec le constructeur ou du contrat de vente constatant la propriété du navire et du certificat de jaugeage.*

§ 2. *La formule de serment est annexée à la présente loi; celle de la déclaration écrite ainsi que celle de la lettre de mer seront déterminées par arrêté royal.*

#### ART. 5.

§ 1<sup>er</sup>. *Le procès-verbal de la prestation de serment et le certificat de jaugeage seront adressés au Ministre des Finances ou au fonctionnaire qu'il désignera, à l'appui des demandes d'obtention de lettres de mer.*

§ 2. *Si ces documents sont trouvés insuffisants ou s'il y a des raisons de croire que le navire est destiné à être équipé en guerre, en violation de la neutralité, la lettre de mer sera refusée.*

#### ART. 6.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer cessent leurs effets :

A. Après quatre ans de durée;

B. Lorsque la propriété de plus de la moitié du navire est transférée ou lorsque le transfert d'une quotité moindre rend propriétaires de moitié du navire des étrangers n'ayant pas une année de résidence continue en Belgique, ou n'ayant pas établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi;

C. Par le changement du nom du navire;

D. Par l'emploi du navire comme corsaire, pirate ou pour la traite;

E. En cas de prise ou de destruction du navire.

§ 2. Lorsque, à l'expiration du terme de

la lettre de mer, le navire est en cours de voyage, cette lettre reste valable jusqu'au retour du navire en Belgique, sans que ce délai puisse dépasser deux ans.

#### ART. 7.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer périmées doivent être restituées au Ministre des *Finances* immédiatement après leur péremption si le navire est en Belgique, sinon dès qu'il est de retour. Il n'en sera délivré de nouvelle que contre remise : 1<sup>o</sup> de l'ancienne, à moins qu'il ne soit justifié de sa perte; 2<sup>o</sup> du certificat de jaugeage.

§ 2. En cas de destruction du navire ou de vente en pays étrangers, le capitaine remettra la lettre de mer à la légation ou au consulat belge, en indiquant le motif de la restitution. La légation ou le consulat en délivrera récépissé au capitaine et la fera parvenir, avec mention du motif de la restitution, au Ministre des *Finances*.

§ 3. A défaut de légation ou de consulat belge sur les lieux, le capitaine sera tenu de canceler la lettre de mer en présence de son équipage, ou, à défaut de celui-ci, en présence d'un fonctionnaire public, et de transmettre la lettre au Ministre des *Finances*.

#### ART. 8.

Le Ministre des *Finances* ou le fonctionnaire délégué par lui pourra accorder des lettres de mer provisoires pour des navires achetés ou construits à l'étranger et réunissant les conditions exigées par l'article 2; elles *seront* valables jusqu'à ce que les formalités requises pour l'obtention des lettres de mer définitives puissent être remplies. Elles seront délivrées d'après le certificat de jaugeage du pays où le navire se trouve; elles auront une durée de deux ans au plus et cesseront, dans tous les cas, leurs effets à l'arrivée du bâtiment en Belgique.

#### ART. 9.

§ 1<sup>er</sup>. Le Ministre des *Finances* pourra également délivrer des lettres de mer extra-

ordinaires, pour des navires construits en Belgique pour compte d'étrangers, afin qu'ils puissent se rendre, sous pavillon belge, dans un port étranger.

§ 2. A l'arrivée du navire à sa destination, la lettre de mer extraordinaire doit être remise, contre récépissé, à la légation ou au consulat belge auquel le port ressortit.

#### ART. 10.

Les lettres de mer *provisoires et extraordinaires* pourront toujours être retirées en cas d'abus.

#### ART. 11.

§ 1<sup>er</sup>. Avant de faire usage d'une lettre de mer, le capitaine y apposera sa signature, qui devra être légalisée par le fonctionnaire délégué par le Ministre des *Finances* si le capitaine est en Belgique, ou par le consul s'il est à l'étranger.

§ 2. On agira de même en cas de remplacement provisoire ou définitif du capitaine.

§ 3. Il sera donné connaissance de ce changement au Ministre des *Finances*.

#### ART. 12.

Tous capitaines de navires, sans distinction de nationalité, sont tenus, à l'entrée et à la sortie d'un port du Royaume, de présenter leurs lettres de mer aux autorités du port; faute de ce faire, tout document pourra leur être refusé et le navire pourra être retenu jusqu'à ce que les pièces requises aient été produites.

#### ART. 15.

Les capitaines des navires belges, en entrant dans un port étranger pour y séjourner plus de vingt-quatre heures, sont tenus de se rendre en personne, au plus tard le lendemain de leur arrivée, chez le consul belge ou celui qui le représente, pour faire viser leurs lettres de mer.

## ART. 14.

Les capitaines des *bateaux* à vapeur faisant un service régulier vers les ports étrangers, sont tenus d'y faire viser une fois par an leurs lettres de mer, et ce lors de leur première arrivée dans l'année.

## ART. 15.

Les lettres de mer périmées ou annulées seront retirées d'office par les autorités des ports belges et par les consuls à l'étranger.

## ART. 16.

Le capitaine sera tenu de faire inscrire en lettres distinctes le nom du navire et celui du port d'attache sur la poupe du navire.

## ART. 17.

§ 1<sup>er</sup>. Le capitaine naviguant sous pavillon belge sans lettre de mer régulière sera passible d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. S'il se présente des circonstances atténuantes, il pourra lui être fait remise de l'emprisonnement.

§ 2. Les autres infractions à la présente loi seront punies d'une amende de cinquante francs à deux mille francs, sans préjudice des peines qui frappent le faux témoignage.

## ART. 18.

§ 1<sup>er</sup>. Les fonctionnaires du commissariat maritime et des fonctionnaires et employés de l'administration des douanes et accises en Belgique ainsi que les consuls belges à l'étranger, dresseront procès-verbal de toutes les infractions à la présente loi; ces procès-verbaux, affirmés sous serment le plus tôt possible et, au plus tard, pendant le deuxième jour après celui de leur clôture, feront foi jusqu'à preuve contraire.

§ 2. L'affirmation sous serment des procès-verbaux rédigés en Belgique sera faite devant le juge de paix ou le chef de l'administration communale du lieu où l'infraction aura été constatée.

§ 3. L'affirmation sous serment n'est pas

requis lorsque le procès-verbal est rédigé par un consul, dans un port où il n'existe pas d'autorité belge pouvant recevoir le serment.

ART. 19.

La présente loi ne s'applique pas aux navires de l'État.

ART. 20.

Les bâtiments de pêche doivent être munis d'une déclaration du propriétaire, certifiée exacte par l'administration communale, conforme à la formule qui sera déterminée par arrêté royal.

ART. 21.

La loi du *14 mars 1819* est abrogée.

L'article 6 de la présente loi est rendu applicable aux lettres de mer délivrées à l'époque de sa mise en vigueur.

---

(32)

(1)

( N<sup>o</sup> 122 )

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 1 APRIL 1903.

Ontwerp van wet tot herziening van de wet op de zeebrieven (1).

## VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HLER DE MEESTER.

MIJNE HEEREN,

Herhaaldelijk werd gevraagd om herziening der wet van 20 Januari 1873, die reeds de wet van 14 Maart 1819 had vervangen.

Een der middelen van aard om de uitbreiding van onze koopvaardijvloot te bevorderen is, den aankoopers van schepen het verwerven van Belgisch zeeburgerschap voor die schepen te vergemakkelijken, zonder eenige belemmering door bestuursbepalingen, welke niet onontbeerlijk zou zijn tot vrijwaring van de eer en de veiligheid van 's lands vlag.

Op de te verwezenlijken hervormingen was gewezen door de Middenafdeelingen belast met het onderzoek der Begrooting van Buitenlandsche Zaken, alsmede door het Bureau der Kamer van koophandel te Antwerpen en de Maatschappij der ingenieurs en nijverheidsmannen. Het vraagstuk werd namelijk op bevoegde wijze behandeld in het verslag door den heer Bethune, namens de Middenafdeeling, aangeboden in 1900. (Oorkonde n<sup>o</sup> 52. — Zie insgelijks Beltjens, *Encyclopédie du droit commercial*, deel IV, Inleiding n<sup>o</sup> 5<sup>bis</sup>.)

De Regeering voldeed, ten slotte, aan de belofte door haar gedaan aan de Middenafdeeling voor de Begrooting van Buitenlandsche Zaken voor 1903 (Oorkonde n<sup>o</sup> 35, blz. 18), en diende het aanhangig wetsontwerp in.

\* \* \*

Eene der hervormingen van 't ontwerp bestaat hierin, dat voortaan de

---

(1) Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 92.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, voorzitter, bestond uit de heeren DEVIGNE, HELLEPUTTE, VERSTEYLEN, DE MEESTER, DELBEKE, BETHUNE.

zeebrieven worden uitgereikt door den Minister van Buitenlandsche Zaken, Bestuur van den handel en van de consulaten.

Denkelijk ontstaat het toekennen van die bevoegdheid, tot dusverre voorbehouden aan den Minister van Financiën, hieruit, dat het zeewezen voorheen aan dat Ministerie was verbonden.

Wat er ook van zij, reeds in 1872, bij de behandeling der wet van 20 Januari 1873, was er spraak dat het uitreiken van zeebrieven zou worden overgelaten aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken; deze oplossing werd toen niet aangenomen, omdat men voorstelde de zee-commissarissen te belasten met de echtverklaringen, dat er niet in alle havens zee-commissarissen zijn, en er gevreesd werd voor betwistingen tusschen deze ambtenaren en die van den toldienst.

Door het aanhangig ontwerp vervallen die tegenwerpingen; reeds in 1900 liet de Middenafdeeling hare voorkeur blijken voor het toekennen der bevoegdheid aan 't Ministerie van Buitenlandsche Zaken, en men is het er over eens dat bedoelde dienst moet worden verbonden aan het Bestuur van koophandel en consulaten, gezien namelijk de meerdere bevoegdheid, gegeven aan de consulaire agenten, met wie bedoeld Bestuur in bestendige betrekking staat.

\* \* \*

Eene tweede gewichtige nieuwigheid is namelijk dat voortaan de Minister van Buitenlandsche Zaken gewone zeebrieven mag uitreiken, door bemiddeling van de consulaire agenten, zonder dat de schepen eene Belgische haven moeten aandoen (art. 8. § 3) en vervallen zeebrieven mag vernieuwen zonder dat de schepen het land waar ze zich bevinden moeten verlaten (art. 6, § 2).

« Hoe wil men, trouwens. — zegde het verslag der Middenafdeeling » voor 1900 (*Oorkonde* n<sup>o</sup> 52), — dat schepen, bij voorbeeld in China aangekocht, voor een plaatselijk verkeer, verplicht zouden zijn naar eene » Belgische haven te varen om er hunne brieven te halen, of ze, na vier » jaar, te laten vernieuwen (art. 6, § 1 der wet van 20 Januari 1873)? » Nochtans, zonder plaatselijk verkeer dat de terugvracht verschaft, is het » nagenoeg onmogelijk op winstgevende wijze zeevaartrijnen op verre landen » in te richten, die de Belgische handel zoozeer verlangt. »

In dat bezwaar wordt voorzien door dit ontwerp.

## Amendementen en onderzoek der artikelen.

### ART. 3.

De nieuwe tekst zegt, zooals die der te vervangen wet, dat zeebrieven enkel worden uitgereikt voor schepen die voor meer dan de helft aan Belgen toebehooren (letter A).

Evenals de Memorie van toelichting, doet de Middenafdeeling opmerken dat de bewoordingen « aan Belgen », in stede van zooals in 1873, den

beprekten zin te hebben dat alleen *in het land verblijvende* Belgen zeebrieven konden bekomen, heden een algemeenen zin hebben, zoodat voortaan *buitenlands verblijvende* Belgen de schepen, die zij aldaar mochten aankopen, onder Belgische vlag kunnen brengen, zonder dat de bestaande tekst, die op zichzelf een zeer algemeenen zin heeft, daarom hoeft gewijzigd te worden.

De Middenafdeeling acht dat de littera's D en C dienden versmolten te worden.

#### ART. 4.

§ 1. In een territoriaal opzicht, wordt de bevoegdheid van den vrederechter die de verklaringen, door dit artikel voorgeschreven, moet ontvangen, bepaald door de wet van 25 Maart 1876, artikel 39 en volgende.

§ 2. Om gevolg te geven aan de tegenwerping dat de eigenaar van een schip niet onder eede borg kan spreken over het inzicht van derde personen, stelt de Middenafdeeling voor, in gemeen overleg met de Regeering, § 2 op te stellen als volgt :

« De vrederechter maakt proces-verbaal op van de eedaflegging onderaan » de verklaring, vereischt bij § 1, 2°, van dit artikel.

» De eed luidt aldus : Ik zweer en bevestig dat deze verklaring oprecht » en waar is, dat het daarin aangeduid schip niet ten oorlog is uitgerust, en » dat het noch door mij noch met mijne toestemming ten oorlog zal uit- » gerust worden of worden gebruikt voor ongeoorloofde verrichtingen of » verrichtingen waardoor België's onzijdigheid in gevaar kan worden ge- » bracht.

» De bewoordingen van de schriftelijke verklaring alsmede die van den » zeebrief worden bij koninklijk besluit vastgesteld. »

#### ART. 5.

§ 1. Dientengevolge wordt § 1 opgesteld als volgt :

« Bij de aanvragen tot verkrijging van zeebrieven moet worden gevoegd » een afschrift van den meebrief en een dubbel van de verklaring ver- » meld in artikel 4. § 1, 2°, benevens het proces-verbaal der eedaflegging. »

#### ART. 6.

§ 1, litt. B. — Om te beletten dat het schielijk veranderen van nationaliteit, ten gevolge van overlijden, verlies aan de rechtverkrijgenden, berokkent, stelt de Middenafdeeling de toevoeging voor van de volgende alinea :

« Wanneer echter deze overdrachten, waardoor de in artikel 5 bepaalde » voorwaarden van eigendom worden gewijzigd, bij erfopvolging of testa- » ment geschieden, houden de zeebrieven eerst na zes maanden op van » kracht te zijn. »

## ART. 9.

De Middenafdeeling vindt dat de woorden « *bijzondere zeebrieven* » te verkiezen zijn boven de woorden « *buitengewone zeebrieven* », in beide alinea's van artikel 9 gebezigd, daar zij beter de uit te drukken gedachte vertolken, onder voorbehoud, wel te verstaan, dat die woordenvervanging het inzicht der onderteekenaars van het wetsontwerp hoegenaamd niet wijzigt.

## ART. 10.

De woorden « in geval van misbruik » kunnen verstaan worden als eene willekeurige macht aan de Regeering verleend, buiten de voorwaarden door de wet voorzien; daar de rechten der Regeering anderzijds gevrijwaard zijn door § 2 van artikel 5, stelt de Middenafdeeling voor, de woorden « in geval van misbruik » te vervangen door : « in geval van *overtreding* van de bepalingen dezer wet ».

## ART. 16.

De woorden « *duidelijke letters* » te vervangen door « *in 't oog loopende en duidelijke letters* ».

## ART. 17.

Ten einde de bepalingen en de bewoordingen der wet te doen overeenstemmen met die van ons Strafwetboek, stelt de Middenafdeeling voor, het slot van § 1 te doen luiden als volgt : « . . . van ééne maand tot twee jaar, » of, indien er verzachtende omstandigheden bestaan, met slechts ééne dezer » straffen ».

De Middenafdeeling achtte dat dezelfde straffen dienden te worden opgelegd aan den kapitein die zonder behoorlijken zeebrief onder Belgische vlag vaart, als aan hem die eene valsche verklaring doet, onder eede bevestigd, ten einde eenen zeebrief te bekomen.

Het kwam de Middenafdeeling noodig voor, de uitvoering van de andere bepalingen der wet door eene strafbepaling te bekrachtigen; daarom voegde zij § 3 toe aan artikel 17 van 't ontwerp der Regeering.

## ART. 18 (nieuw).

In gemeen overleg met de Regeering, heeft de Middenafdeeling voor de strafbepalingen dezer wet de regelen toegepast van ons Strafwetboek, in geval verscheiden personen aan hetzelfde misdrijf deelnemen of medeplichtig zijn.

Het meerder gemak, door de nieuwe wet verleend voor 't bekomen van zeebrieven, vergt dat de Regeering doelmatiger gewapend zij om 's lands vlag te doen eerbiedigen.

De Middenafdeeling verzette zich echter uitdrukkelijk tegen elk voorstel waarbij de eigenaar van het schip of de beheerder, indien het schip eigendom is van eene handelsvennootschap of van verscheiden eigenaars, burgerrechtelijk aansprakelijk zou gemaakt worden voor het betalen van de boeten, ten laste van den kapitein uitgesproken.

Zij acht dat de straf slechts persoonlijk moet zijn, dat de beteugeling ernstig gewaarborgd is door de gezamenlijke nieuwe strafbepalingen, en de voordeelen der hervorming verijdeld zouden worden, indien de eigenaar strafrechtelijk aansprakelijk werd gemaakt voor wanbedrijven welke hij mogelijk niet kent of waaraan hij vreemd zou zijn.

ART. 19 (nieuw).

De Middenafdeeling nam regelen aan, die voortaan noodig zijn tot het bepalen van de bevoegdheid van den rechter die de strafbepalingen, voortvloeiende uit de aanhangige wet, heeft toe te passen.

In al de Afdeelingen werd het ontwerp eenparig aangenomen.

Het verslag wordt door de Middenafdeeling bij eenparigheid der aanwezige leden goedgekeurd.

*De Verslaggever,*  
E. DE MEESTER.

*De Voorzitter,*  
F. SCHOLLAERT

(6)

(7)

**NAAST ELKANDER GEPLAATSTE TEKSTEN**  
**VAN HET WETSONTWERP DER REGEERING**  
**EN VAN HET DOOR DE MIDDENAFDEELING GEWIJZIGD ONTWERP.**

---

*N. B.* — De amendementen der Middenaafdeeling zijn in **vette** letters gedrukt.

---

## Projet du Gouvernement.

## ARTICLE PREMIER.

Les navires de mer doivent être munis, pour naviguer sous pavillon belge, d'une lettre de mer *délivrée conformément* aux dispositions de la présente loi.

## ART. 2.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer mentionnent le nom du bâtiment, sa capacité, ses signes particuliers, le nom du capitaine et celui du propriétaire.

§ 2. Elles sont délivrées, au nom du Roi, par le Ministre des *Affaires Étrangères* ou le fonctionnaire délégué par lui.

## ART. 5.

Il ne sera délivré de lettre de mer qu'à des navires appartenant pour plus de moitié :

A. A des Belges;

B. A des sociétés commerciales auxquelles la loi reconnaît une individualité juridique et qui ont leur siège en Belgique;

C. A des étrangers ayant une année de résidence continue en Belgique;

D. A des étrangers qui ont établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi.

## ART. 4.

§ 1<sup>er</sup>. Avant de pouvoir obtenir une lettre de mer, le propriétaire du navire ou le gérant, si le navire appartient à une société commerciale ou à plusieurs propriétaires, est tenu de se présenter devant le juge de paix aux fins :

1<sup>o</sup> De lui exhiber le contrat passé avec le constructeur ou le contrat de vente constatant la propriété du navire, ainsi que le certificat de jaugeage;

2<sup>o</sup> De lui remettre une déclaration écrite

## Ontwerp der Regeering.

## EERSTE ARTIKEL.

De zeeschepen moeten, om onder Belgische vlag te mogen varen, voorzien zijn van eenen zeebrief *uitgereikt overeenkomstig* de bepalingen van deze wet.

## ART. 2.

§ 1. De zeebrieven vermelden den naam van het vaartuig, zijnen inhoud, zijne onderscheidingsteekenen, den naam van den kapitein en dien *van den eigenaar*.

§ 2. Zij worden, namens den Koning, uitgereikt door den Minister van *Buitenslandsche Zaken* of door den door dezen gemachtigden ambtenaar.

## ART. 3.

Zeebrieven zullen slechts worden uitgereikt voor schepen, die voor meer dan de helft toebehooren :

A. Aan Belgen;

B. Aan handelsvennootschappen, waaraan de wet rechtspersoonlijkheid erkent en die in België gevestigd zijn;

C. Aan vreemdelingen, die één jaar achtereen in België verblijven;

D. Aan vreemdelingen, die met 's Konings toestemming, zich metterwoon in België hebben gevestigd.

## ART. 4.

§ 1. Vooraleer eenen zeebrief te kunnen bekomen, moet de eigenaar van het schip of de zaakvoerder, zoo het schip aan eene handelsvennootschap of aan verscheidene mede-eigenaars toebehoort, vóór den vrederechter van het kanton verschijnen ten einde :

1<sup>o</sup> Hem te vertoonen het met den scheepsbouwer verleden contract of het verkoopcontract, waaruit de eigendom van het schip blijkt, zoomede den meetbrief;

2<sup>o</sup> Hem af te geven eene schriftelijke ver-

Texte amendé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER

Les navires de mer doivent être munis, pour naviguer sous pavillon belge, d'une lettre de mer *délivrée conformément* aux dispositions de la présente loi.

ART. 2.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer mentionnent le nom du bâtiment, sa capacité, ses signes particuliers, le nom du capitaine et celui du propriétaire.

§ 2. Elles sont délivrées, au nom du Roi, par le Ministre des *Affaires Étrangères* ou le fonctionnaire délégué par lui.

ART. 3.

Il ne sera délivré de lettre de mer qu'à des navires appartenant pour plus de moitié :

A. A des Belges;

B. A des sociétés commerciales auxquelles la loi reconnaît une individualité juridique et qui ont leur siège en Belgique;

C. A des étrangers ayant une année de résidence continue en Belgique, ou qui ont établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi.

ART. 4.

§ 1<sup>er</sup>. Avant de pouvoir obtenir une lettre de mer, le propriétaire du navire ou le gérant, si le navire appartient à une société commerciale ou à plusieurs copropriétaires, est tenu de se présenter devant le juge de paix aux fins :

1<sup>o</sup> De lui exhiber le contrat passé avec le constructeur ou le contrat de vente constatant la propriété du navire, ainsi que le certificat de jaugeage;

2<sup>o</sup> De lui remettre une déclaration écrite

Tekst gewijzigd door de Middelenafteeling.

EERSTE ARTIKEL.

De zeeschepen moeten, om onder Belgische vlag te mogen varen, voorzien zijn van eenen zeebrief *uitgereikt overeenkomstig* de bepalingen van deze wet.

ART. 2.

§ 1. De zeebrieven vermelden den naam van het vaartuig, zijn ladingsvermogen, zijne onderscheidingsteekenen, den naam van den kapitein en dien *van den eigenaar*.

§ 2. Zij worden, namens den Koning, uitgereikt door den Minister van *Buitenlandsche Zaken* of door den ambtenaar dien hij daartoe machtigt.

ART. 3.

Zeebrieven worden slechts uitgereikt voor schepen, die voor meer dan de helft toebehooren :

A. Aan Belgen;

B. Aan handelsvennootschappen, waaraan de wet rechtspersoonlijkheid erkent en die in België zijn gevestigd;

C. Aan vreemdelingen, die één jaar onafgebroken verblijft in België hielden, of die, met 's Konings toestemming, zich metterwoon in België hebben gevestigd.

ART. 4.

§ 1. Vooraleer eenen zeebrief te kunnen bekomen, is de eigenaar van het schip of de zaakvoerder, zoo het schip aan eene handelsvennootschap of aan verscheidene mede-eigenaars toebehoort, verplicht voor den vrederechter van het kanton te verschijnen, ten einde :

1<sup>o</sup> Hem te vertoonen het met den scheepsbouwer verleden contract of het verkoopcontract, waaruit de eigendom van het schip blijkt, benevens den meetbrief;

2<sup>o</sup> Hem af te geven eene schriftelijke ver-

## Projet du Gouvernement.

*stipulant que le navire réunit les conditions exigées par l'article 3, qu'il n'est pas arme en guerre et qu'il ne sera pas arme en guerre ou employé à des opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge;*

5<sup>o</sup> *D'affirmer cette déclaration sous serment devant ledit magistrat.*

§ 2. *Les formules de serment, à utiliser suivant les cas, sont annexées à la présente loi; celles de la déclaration écrite, ainsi que celles de la lettre de mer, seront déterminées par arrêté royal.*

## ART. 5.

§ 1<sup>er</sup>. *Les demandes en obtention de lettres de mer doivent être accompagnées d'une ampliation du procès-verbal de la prestation de serment et du certificat de jaugeage.*

§ 2. *Si ces documents sont trouvés insuffisants ou s'il y a des raisons de croire qu'il sera fait un usage illicite de la lettre de mer, celle-ci sera refusée.*

## ART. 6.

§ 1<sup>er</sup>. *Les lettres de mer cessent leurs effets :*

A. *Après quatre ans de durée;*

## Ontwerp der Regeering.

*klaring, bepalende dat het schip voldoet aan al de voorwaarden, vereischt bij artikel 3; dat het niet voor den oorlog is uitgerust en dat het niet voor den oorlog uitgerust zal worden of niet gebezigd zal worden voor ongewettigde verrichtingen, of voor verrichtingen waardoor België's onzijdigheid op het spel zou kunnen komen;*

5<sup>o</sup> *Die verklaring vóór voormelden rechtspersoon onder eed te bevestigen.*

§ 2. *De volgens de omstandigheden te bezigen formules voor den eed zijn aan deze wet toegevoegd; die voor de schriftelijke verklaring alsmede die voor den zeebrief worden bij koninklijk besluit vastgesteld*

## ART. 5.

§ 1. *Bij de aanvragen tot verkrijging van zeebrieven moet gevoegd zijn een dubbel van het proces-verbaal van eedaflegging en van den meetbrief.*

§ 2. *Worden die bescheiden ontoereikend bevonden, of bestaan er redenen om te vermoeden dat er een ongewettigd gebruik van den zeebrief zal worden gemaakt, zoo zal deze geweigerd worden.*

## ART. 6.

§ 1. *De zeebrieven verliezen hunne kracht :*

A. *Na eenen termijn van vier jaren;*

Texte amendé par la Section centrale.

*stipulant que le navire réunit les conditions exigées par l'article 5, qu'il n'est pas armé en guerre et qu'il ne sera pas armé en guerre ou employé à des opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge;*

5<sup>o</sup> *D'affirmer cette déclaration sous serment devant ledit magistrat.*

§ 2. Le juge de paix dressera procès-verbal de la prestation de serment au bas de la déclaration exigée par le § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du présent article.

Le serment sera conçu en ces termes :

Je jure et j'affirme que la présente déclaration est sincère et véritable, que le navire y indiqué n'est pas armé en guerre et que, ni par moi ni de mon consentement, il ne sera armé en guerre ni employé à des opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge

Les formules de la déclaration écrite ainsi que celles de la lettre de mer seront déterminées par arrêté royal.

ART. 5.

§ 1<sup>er</sup>. Les demandes en obtention de lettres de mer doivent être accompagnées d'une copie du certificat de jaugeage et d'une ampliation de la déclaration mentionnée à l'article 4, § 1<sup>er</sup> 2<sup>o</sup>, avec le procès-verbal de la prestation de serment.

§ 2. Si ces documents sont trouvés insuffisants ou s'il y a des raisons de croire qu'il sera fait un usage illicite de la lettre de mer, celle-ci sera refusée.

ART. 6.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer cessent leurs effets :

A. Après quatre ans de durée ;

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

*klaring, bepalende dat het schip voldoet aan de voorwaarden vereischt bij artikel 3; dat het niet ten oorlog is uitgerust en dat het niet ten oorlog zal uitgerust worden of worden gebruikt voor ongeoorloofde verrichtingen, of voor verrichtingen waardoor België's onzijdigheid in gevaar kan worden gebracht.*

5<sup>o</sup> *Die verklaring voor voormelden magistraat onder eed te bevestigen.*

§ 2. De vrederechter maakt proces-verbaal op van de eedaflegging onderaan de verklaring vereischt bij § 1, 2<sup>o</sup>, van dit artikel.

De eed luidt aldus :

Ik zweer en bevestig dat deze verklaring oprecht en waar is, dat het daarin aangeduid schip niet ten oorlog is uitgerust en dat het noch door mij noch met mijne toestemming ten oorlog zal uitgerust worden of worden gebruikt voor ongeoorloofde verrichtingen of verrichtingen waardoor de onzijdigheid van België in gevaar kan worden gebracht.

De bewoordingen van de schriftelijke verklaring alsmede die van den zeebrief worden bij koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 5.

Bij de aanvragen tot verkrijging van zeebrieven moet worden gevoegd een afschrift van den meetbrief en een dubbel van de verklaring vermeld in artikel 4, § 1, 2<sup>o</sup>, benevens het proces-verbaal der eedaflegging.

§ 2. Worden die bescheiden ontoereikend bevonden, of bestaan er redenen om te vermoeden dat er een ongeoorloofd gebruik van den zeebrief zal worden gemaakt, zoo zal deze geweigerd worden.

ART. 6.

§ 1. De zeebrieven houden op van kracht te zijn :

A. Na eenen termijn van vier jaren ;

## Projet du Gouvernement.

*B.* Lorsque la propriété de plus de la moitié du navire est transférée ou lorsque le transfert d'une quotité moindre rend propriétaires de moitié du navire des étrangers n'ayant pas une année de résidence continue en Belgique, ou n'ayant pas établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi;

*C.* Par le changement du nom du navire ;

*D.* Par l'emploi du navire comme corsaire, pirate ou pour la traite, ou pour d'autres opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge ;

*E.* En cas de prise ou de destruction du navire.

§ 2. Lorsque, à l'expiration du terme de la lettre de mer, le navire est en cours de voyage, cette lettre reste valable jusqu'au retour du navire en Belgique, sans que ce délai puisse dépasser deux ans.

*Toutefois, le Ministre des Affaires Étrangères peut renouveler les lettres de mer périmées sans exiger que le navire se rende dans un port belge.*

## ART. 7.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer périmées doivent être restituées au Ministre des Affaires Étrangères ou au fonctionnaire qui les a délivrées. Il n'en sera délivré de nouvelles que contre remise : 1<sup>o</sup> de l'ancienne, à moins qu'il ne soit justifié de sa perte ; 2<sup>o</sup> du certificat de jaugeage.

§ 2. En cas de destruction du navire ou de vente en pays étrangers, le capitaine remettra la lettre de mer à la légation ou au

## Ontwerp der Regeering.

*B.* Wanneer de eigendom van meer dan de helft van het schip is overgedragen of wanneer, door de overdracht van een geringer deel, vreemdelingen die geen jaar achtereen in België verblijven of die zich niet met 's Konings toestemming metterwoon in België hebben gevestigd, eigenaars worden van de helft van het schip ;

*C.* Door naamsverandering van het schip ;

*D.* Door gebruik van het schip tot kaapvaart, zeeroof of slavenhandel, of tot andere ongewettigde verrichtingen, of tot verrichtingen waardoor België's onzijdigheid op het spel zou kunnen komen ;

*E.* In geval het schip wordt prijsgemaakt of vernield.

§ 2. Wanneer het schip in de vaart is bij het verstrijken van den termijn van geldigheid van den zeebrief, blijft die zeebrief geldig tot aan de terugkomst van het schip in België, zonder dat dit uitstel meer dan twee jaren mag bedragen.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken kan echter de vervallen zeebrieven vernieuwen of doen vernieuwen, zonder daarom te vergen, dat het schip zich in eene Belgische haven begeve.*

## ART. 7.

§ 1. De vervallen zeebrieven moeten worden teruggegeven aan den Minister van Buitenlandsche Zaken of aan den ambtenaar, die ze uitgereikt heeft. Er zal geen nieuwe zeebrief worden uitgereikt, tenzij tegen afgifte : 1<sup>o</sup> van den vroegeren zeebrief, tenzij dezes verlies worde bewezen ; 2<sup>o</sup> van den meetbrief.

§ 2. In geval van vernieling van het schip of van verkoop buitenslands, zal de kapitein den zeebrief afgeven aan het Bel-

Texte amendé par la Section centrale.

B. Lorsque la propriété de plus de la moitié du navire est transférée ou lorsque le transfert d'une quotité moindre rend propriétaires de moitié du navire des étrangers n'ayant pas une année de résidence continue en Belgique, ou n'ayant pas établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi; toutefois lorsque ces transferts de nature à modifier les conditions de propriété prescrites par l'article 3 ont lieu par succession ou testament, les lettres de mer ne cesseront leurs effets qu'après six mois;

C. Par le changement du nom du navire;

D. Par l'emploi du navire comme corsaire, pirate ou pour la traite, ou pour d'autres opérations illicites ou de nature à compromettre la neutralité belge;

E. En cas de prise ou de destruction du navire.

§ 2. Lorsque, à l'expiration du terme de la lettre de mer, le navire est en cours de voyage, cette lettre reste valable jusqu'au retour du navire en Belgique, sans que ce délai puisse dépasser deux ans.

*Toutefois, le Ministre des Affaires Étrangères peut renouveler ou faire renouveler les lettres de mer périmées sans exiger que le navire se rende dans un port belge.*

#### ART. 7.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer périmées doivent être restituées au Ministre des Affaires Étrangères ou au fonctionnaire qui les a délivrées. Il n'en sera délivré de nouvelles que contre remise: 1<sup>o</sup> de l'ancienne, à moins qu'il ne soit justifié de sa perte; 2<sup>o</sup> du certificat de jaugeage.

§ 2. En cas de destruction du navire ou de vente en pays étrangers, le capitaine remettra la lettre de mer à la légation ou au

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

B. Wanneer de eigendom van meer dan de helft van het schip is overgedragen of wanneer, door de overdracht van een geringer deel, vreemdelingen die geen jaar onafgebroken verblijf in België hielden of die zich niet met 's Konings toestemming metterwoon in België hebben gevestigd, eigenaars worden van de helft van het schip; wanneer echter deze overdrachten, waardoor de in artikel 3 bepaalde voorwaarden van eigendom worden gewijzigd, bij erfopvolging of testament geschieden, houden de zeebrieven eerst na zes maanden op van kracht te zijn.

C. Door naamsverandering van het schip;

D. Door gebruik van het schip tot kaapvaart, zeeroof of slavenhandel, of tot andere ongeoorloofde verrichtingen of tot verrichtingen waardoor de onzijdigheid van België in gevaar kan worden gebracht;

E. In geval het schip wordt prijsgemaakt of vernield.

§ 2. Wanneer, bij het verstrijken van den termijn van geldigheid van den zeebrief, het schip in de vaart is, blijft die zeebrief geldig tot aan de terugkomst van het schip in België, zonder dat dit uitstel meer dan twee jaren mag bedragen.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken kan echter de vervallen zeebrieven vernieuwen of doen vernieuwen, zonder daarom te vergen, dat het schip zich in eene Belgische haven begeve.*

#### ART. 7.

§ 1. De vervallen zeebrieven moeten worden teruggegeven aan den Minister van Buitenlandsche Zaken of aan den ambtenaar, die ze uitgereikt heeft. Er zal geen nieuwe zeebrief worden uitgereikt, tenzij tegen afgifte: 1<sup>o</sup> van den vroegeren zeebrief, tenzij dezes verlies worde bewezen; 2<sup>o</sup> van den meetbrief.

§ 2. In geval van vernieling van het schip of van verkoop buitenslands, zal de kapitein den zeebrief afgeven aan het Belgisch

## Projet du Gouvernement.

consulat belge, en indiquant le motif de la restitution. La légation ou le consulat en délivrera récépissé au capitaine et la fera parvenir, avec mention du motif de la restitution, au Ministre des *Affaires Étrangères*.

§ 5. A défaut de légation ou de consulat belge sur les lieux, le capitaine sera tenu de canceller la lettre de mer en présence de son équipage, ou, à défaut de celui-ci, en présence d'un fonctionnaire public, et de transmettre la lettre au Ministre des *Affaires Étrangères*.

## ART. 8.

§ 1<sup>er</sup>. Le Ministre des *Affaires Étrangères* ou le fonctionnaire délégué par lui pourra accorder des lettres de mer provisoires pour des navires achetés ou construits à l'étranger et réunissant les conditions exigées par l'article 3; elles sont valables jusqu'à ce que les formalités requises pour l'obtention des lettres de mer définitives puissent être remplies. Elles seront délivrées d'après le certificat de jaugeage du pays où le navire se trouve; elles auront une durée de deux ans au plus et cesseront, dans tous les cas, leurs effets à l'arrivée du bâtiment en Belgique.

§ 2. Le Ministre des *Affaires Étrangères*, ou le fonctionnaire délégué par lui, pourra également accorder à des Belges établis à l'étranger ou aux gérants, à l'étranger, de sociétés belges, de lettres de mer provisoires, valables pendant une année, pour des navires réunissant les conditions prévues à l'article 3. Dans ces cas, les formalités prescrites par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, sont accomplies devant le fonctionnaire délégué par le Ministre des *Affaires Étrangères*.

§ 5. Il ne sera délivré de lettre de mer

## Ontwerp der Regeering.

gisch gezantschap of consulaat, met aanwijzing van de reden der teruggave. Het gezantschap of het consulaat zal er den kapitein een ontvangbewijs van afleveren en den zeebrief, met vermelding van de reden der teruggave, aan den Minister van *Buitenlandsche Zaken* doen geworden.

§ 5. Als er ter plaatse geen Belgisch gezantschap of consulaat bestaat, zal de kapitein verplicht zijn den zeebrief door te schrappen in tegenwoordigheid van zijn scheepsvolk of, bij gebrek aan dit, in tegenwoordigheid van een openbaren ambtenaar, en den zeebrief naar den Minister van *Buitenlandsche Zaken* te zenden.

## ART. 8.

§ 1. De Minister van *Buitenlandsche Zaken* of de door dezen gemachtigde ambtenaar mag voorloopige zeebrieven uitreiken voor buitenslands aangekochte of gebouwde schepen, die voldoen aan al de voorwaarden, vereischt bij artikel 3; die voorloopige zeebrieven zijn geldig totdat de vereischte formaliteiten ter verkrijging van de gewone zeebrieven vervuld kunnen worden. Zij worden uitgereikt volgens den meetbrief van het land, waar het schip zich bevindt; zij zullen ten langste twee jaar geldig zijn en, in alle gevallen, hunne kracht verliezen bij aankomst van het vaartuig in België.

§ 2. De Minister van *Buitenlandsche Zaken* of de door dezen gemachtigde ambtenaar mag ook aan buitenslands gevestigde Belgen of aan buitenslands aanwezige zaakvoerders van Belgische vennootschappen, voorloopige zeebrieven verleen, geldig gedurende één jaar, voor schepen die voldoen aan al de voorwaarden, voorzien bij artikel 3. In die gevallen, worden de bij artikel 4, § 1, vereischte formaliteiten vervuld voor den ambtenaar, daartoe gemachtigd door den Minister van *Buitenlandsche Zaken*.

§ 5. Voor een buitenslands aanwezig

Texte amendé par la Section centrale.

consulat belge, en indiquant le motif de la restitution. La légation ou le consulat en délivrera récépissé au capitaine et la fera parvenir, avec mention du motif de la restitution, au Ministre des *Affaires Étrangères*.

§ 5. A défaut de légation ou de consulat belge sur les lieux, le capitaine sera tenu de canceller la lettre de mer en présence de son équipage, ou, à défaut de celui-ci, en présence d'un fonctionnaire public, et de transmettre la lettre au Ministre de *Affaires Étrangères*.

ART. 8.

§ 1<sup>er</sup>. Le Ministre des *Affaires Étrangères* ou le fonctionnaire délégué par lui pourra accorder des lettres de mer provisoires pour des navires achetés ou construits à l'étranger et réunissant les conditions exigées par l'article 3; elles sont valables jusqu'à ce que les formalités requises pour l'obtention des lettres de mer définitives puissent être remplies. Elles seront délivrées d'après le certificat de jaugeage du pays où le navire se trouve; elles auront une durée de deux ans au plus et cesseront, dans tous les cas, leurs effets à l'arrivée du bâtiment en Belgique.

§ 2. Le Ministre des *Affaires Étrangères*, ou le fonctionnaire délégué par lui, pourra également accorder à des Belges établis à l'étranger ou aux gérants, à l'étranger, de sociétés belges, des lettres de mer provisoires, valables pendant une année, pour des navires réunissant les conditions prévues à l'article 5. Dans ces cas, les formalités prescrites par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, sont accomplies devant le fonctionnaire délégué par le Ministre des *Affaires Étrangères*.

§ 3. Il ne sera délivré de lettre de mer

Tekst gewijzigd door de Middelenafteeling.

gezantschap of consulaat, met aanwijzing van de reden der teruggave. Het gezantschap of het consulaat zal er den kapitein een ontvangbewijs van afleveren en den zeebrief, met vermelding van de reden der teruggave, aan den Minister van *Buitenlandsche Zaken* doen geworden.

§ 5. Als er ter plaatse geen Belgisch gezantschap of consulaat bestaat, zal de kapitein verplicht zijn den zeebrief door te schrappen in tegenwoordigheid van zijn scheepsvolk of, bij gebrek aan dit, in tegenwoordigheid van een openbaren ambtenaar, en den zeebrief naar den Minister van *Buitenlandsche Zaken* te zenden.

ART. 8.

§ 1. De Minister van *Buitenlandsche Zaken* of de door hem gemachtigde ambtenaar mag voorloopige zeebrieven uitreiken voor buitenlands aangekochte of gebouwde schepen, die voldoen aan al de voorwaarden, vereischt bij artikel 3; die voorloopige zeebrieven zijn geldig totdat de vereischte formaliteiten ter verkrijging van de gewone zeebrieven vervuld kunnen worden. Zij worden uitgereikt volgens den meetbrief van het land, waar het schip zich bevindt; zij zullen ten langste twee jaar geldig zijn en, in alle gevallen, ophouden van kracht te zijn bij aankomst van het schip in België.

§ 2. De Minister van *Buitenlandsche Zaken* of de door hem gemachtigde ambtenaar mag ook aan buitenlands gevestigde Belgen of aan buitenlands aanwezige zaakvoerders van Belgische vennootschappen, voorloopige zeebrieven verleen, geldig gedurende één jaar, voor schepen die voldoen aan al de voorwaarden, bij artikel 3 voorzien. In die gevallen, worden de bij artikel 4, § 1, vereischte formaliteiten vervuld voor den ambtenaar, daartoe gemachtigd door den Minister van *Buitenlandsche Zaken*.

§ 5. Voor een buitenlands aanwezig

## Projet du Gouvernement.

provisoire pour un navire se trouvant à l'étranger que sur la production d'un certificat constatant que le bâtiment se trouve en bon état de navigabilité.

Les certificats de navigabilité devront porter la signature de deux experts désignés par l'agent consulaire belge du port étranger où le navire se trouve, ou par l'agent consulaire du port le plus voisin; ils devront être visés par cet agent, qui certifiera, dans son visa, que les experts ont été désignés par lui.

§ 4. La délivrance des lettres de mer provisoires pourra, en outre, être subordonnée aux autres conditions et formalités jugées nécessaires par le Ministre des Affaires Étrangères.

§ 5. Le Ministre des Affaires Étrangères ou le fonctionnaire délégué par lui en Belgique peut remplacer par des lettres de mer définitives les lettres de mer provisoires dont il est question au § 2 du présent article, sans que les navires soient obligés de se rendre dans un port belge.

## ART. 9.

§ 1<sup>er</sup>. Le Ministre des Affaires Étrangères pourra également délivrer des lettres de mer extraordinaires, pour des navires construits en Belgique pour compte d'étrangers, afin qu'ils puissent se rendre, sous pavillon belge, dans un port étranger.

§ 2. A l'arrivée du navire à sa destination, la lettre de mer extraordinaire doit être remise, contre récépissé, à la légation ou au consulat belge auquel le port ressortit.

## ART. 10.

Les lettres de mer pourront toujours être retirées en cas d'abus.

## Ontwerp der Regeering

schip zal geen voorloopige zeebrief uitgereikt worden, tenzij op overlegging van een getuigschrift, waaruit blijkt dat het vaartuig zeewaardig is.

De getuigschriften van zeewaardigheid moeten ondertekend zijn door twee deskundigen, aangewezen door den Belgischen consularen vertegenwoordiger in de buitenlandsche haven waar het schip zich bevindt, of door den consularen vertegenwoordiger in de dichtsbij gelegen haven; zij moeten voor gezien geteekend zijn door dien vertegenwoordiger, die daarbij verklaart dat de deskundigen door hem aangewezen werden.

§ 4. De uitreiking van voorloopige zeebrieven kan, bovendien, onderworpen worden aan de andere voorwaarden en formaliteiten, welke de Minister van Buitenlandsche Zaken noodig mocht achten.

§ 5. De Minister van Buitenlandsche Zaken of de door hem in België gemachtigde ambtenaar mag de bij § 2 van dit artikel bedoelde voorloopige zeebrieven vervangen door gewone zeebrieven, zonder dat de schepen verplicht wezen zich in eene Belgische haven te begeven.

## ART. 9.

§ 1. De Minister van Buitenlandsche Zaken mag ook buitengewone zeebrieven uitreiken voor in België, voor rekening van vreemdelingen gebouwde schepen, opdat zij zich, onder Belgische vlag, in eene buitenlandsche haven kunnen begeven.

§ 2. Bij aankomst van het schip ter bestemming, moet de buitengewone zeebrief, tegen ontvangbewijs, worden afgegeven aan het Belgisch gezantschap of consulaat, waaronder de haven behoort.

## ART. 10.

In geval van misbruik, kunnen de zeebrieven altijd ingetrokken worden.

## Texte amendé par la Section centrale.

provisoire pour un navire se trouvant à l'étranger que sur la production d'un certificat constatant que le bâtiment se trouve en bon état de navigabilité.

Les certificats de navigabilité devront porter la signature de deux experts désignés par l'agent consulaire belge du port étranger où le navire se trouve, ou par l'agent consulaire du port le plus voisin; ils devront être visés par cet agent, qui certifiera, dans son visa, que les experts ont été désignés par lui.

§ 4. La délivrance des lettres de mer provisoires pourra, en outre, être subordonnée aux autres conditions et formalités jugées nécessaires par le Ministre des Affaires Étrangères.

§ 5. Le Ministre des Affaires Étrangères ou le fonctionnaire délégué par lui en Belgique peut remplacer par des lettres de mer définitives les lettres de mer provisoires dont il est question au § 2 du présent article, sans que les navires soient obligés de se rendre dans un port belge.

## ART. 9.

§ 1<sup>er</sup>. Le Ministre des Affaires Étrangères pourra également délivrer des lettres de mer **spéciales**, pour des navires construits en Belgique pour compte d'étrangers, afin qu'ils puissent se rendre, sous pavillon belge, dans un port étranger.

§ 2. A l'arrivée du navire à sa destination, la lettre de mer **spéciale** doit être remise, contre récépissé, à la légation ou au consulat belge auquel le port ressortit.

## ART. 10.

Les lettres de mer pourront toujours être retirées en cas d'**infraction aux dispositions de la présente loi**.

## Tekst gewijzigd door de Middelenafdeeling.

schip zal geen voorloopige zeebrief uitgereikt worden, tenzij op overlegging van een getuigschrift, waaruit blijkt dat het vaartuig zeewaardig is.

De getuigschriften van zeewaardigheid moeten ondertekend zijn door twee deskundigen, aangewezen door den Belgischen consularen vertegenwoordiger in de buitenlandsche haven waar het schip zich bevindt, of door den consularen agent in de dichtstbij gelegen haven; zij moeten voor gezien geteekend worden door dien agent, die daarbij verklaart dat de deskundigen door hem werden aangewezen.

§ 4. De uitreiking van voorloopige zeebrieven kan, bovendien, worden onderworpen aan de andere voorwaarden en formaliteiten, welke de Minister van Buitenlandsche Zaken noodig mocht achten.

§ 5. De Minister van Buitenlandsche Zaken of de door hem in België gemachtigde ambtenaar mag de bij § 2 van dit artikel bedoelde voorloopige zeebrieven vervangen door gewone zeebrieven, zonder dat de schepen verplicht zijn zich naar eene Belgische haven te begeven.

## ART. 9.

§ 1. De Minister van Buitenlandsche Zaken mag ook **bijzondere** zeebrieven uitreiken voor in België, voor rekening van vreemdelingen gebouwde schepen, opdat zij zich, onder Belgische vlag, in eene buitenlandsche haven kunnen begeven.

§ 2. Bij aankomst van het schip ter bestemming, moet de **bijzondere** zeebrief, tegen ontvangstbewijs, worden afgegeven aan het Belgisch gezantschap of consulaat, waaronder de haven behoort.

## ART. 10.

In geval van **overtreding van de bepalingen dezer wet**, kunnen de zeebrieven altijd worden ingetrokken.

## Projet du Gouvernement.

## ART. 11.

§ 1<sup>er</sup>. Avant de faire usage d'une lettre de mer, le capitaine y apposera sa signature, qui devra être légalisée par le fonctionnaire délégué par le Ministre des *Affaires Étrangères* si le capitaine est en Belgique, ou par le consul s'il est à l'étranger.

§ 2. On agira de même en cas de remplacement provisoire ou définitif du capitaine.

§ 5. Il sera donné connaissance de ce changement au Ministre des *Affaires Étrangères*.

## ART. 12.

Tous capitaines de navires, sans distinction de nationalité, sont tenus, à l'entrée et à la sortie d'un port du Royaume, de présenter leurs lettres de mer aux autorités du port; faute de ce faire, tout document pourra leur être refusé et le navire pourra être retenu jusqu'à ce que les pièces requises aient été produites.

## ART. 13.

Les capitaines des navires belges, en entrant dans un port étranger pour y séjourner plus de vingt-quatre heures, sont tenus de se rendre en personne, au plus tard le lendemain de leur arrivée, chez le consul belge ou celui qui le représente, pour faire viser leurs lettres de mer.

## ART. 14.

Les capitaines des navires à vapeur faisant un service régulier vers les ports étrangers, sont tenus d'y faire viser une fois par an leurs lettres de mer, et ce lors de leur première arrivée dans l'année.

## Ontwerp der Regeering.

## ART. 11.

§ 1. Vooraleer de kapitein eenen zeebrief gebruikt, moet hij er zijne handteekening op zetten, die gewaarmerkt moet worden door den daartoe door den Minister van *Buitenlandsche Zaken* gemachtigden ambtenaar, zoo de kapitein in België is, of door den consul, zoo hij buitenslands is.

§ 2. Eveneens wordt behandeld in geval van vervanging van den kapitein, voorloopig of voorgoed.

§ 5. Van die verandering zal kennis worden gegeven aan den Minister van *Buitenlandsche Zaken*.

## ART. 12.

Allescheepskapiteins, zonder onderscheid van nationaliteit, zijn verplicht, bij het in- en bij het uitvaren van eene haven des Koninkrijks, hunne zeebrieven aan de overheden der haven voor te leggen; als zij dit niet doen, kan elk bescheid hun geweigerd worden en kan het schip opgehouden worden totdat de vereischte stukken overgelegd zijn.

## ART. 13.

De kapiteins der Belgische schepen, die eene buitenlandsche haven binnenloopen om er langer dan vier en twintig uren te vertoeven, zijn verplicht zich uiterlijk daags na hunne aankomst, in persoon te begeven bij den Belgischen consul of bij hem, die dezen vertegenwoordigt, om hunne zeebrieven voor gezien te doen teekenen.

## ART. 14.

De kapiteins der stoomschepen, die een geregelden dienst doen naar buitenlandsche havens, zijn verplicht er eenmaal 's jaars, en wél de eerste maal dat zij er in het jaar binnenloopen, hunne zeebrieven voor gezien te doen teekenen.

Texte amendé par la Section centrale.

ART. 11.

§ 1<sup>er</sup>. Avant de faire usage d'une lettre de mer, le capitaine y apposera sa signature, qui devra être légalisée par le fonctionnaire délégué par le Ministre des *Affaires Étrangères* si le capitaine est en Belgique, ou par le consul s'il est à l'étranger.

§ 2. On agira de même en cas de remplacement provisoire ou définitif du capitaine.

§ 5. Il sera donné connaissance de ce changement au Ministre des *Affaires Étrangères*.

ART. 12.

Tous capitaines de navires, sans distinction de nationalité, sont tenus, à l'entrée et à la sortie d'un port du Royaume, de présenter leurs lettres de mer aux autorités du port; faute de ce faire, tout document pourra leur être refusé et le navire pourra être retenu jusqu'à ce que les pièces requises aient été produites.

ART. 13.

Les capitaines des navires belges, en entrant dans un port étranger pour y séjourner plus de vingt-quatre heures, sont tenus de se rendre en personne, au plus tard le lendemain de leur arrivée, chez le consul belge ou celui qui le représente, pour faire viser leurs lettres de mer.

ART. 14.

Les capitaines des navires à vapeur faisant un service régulier vers les ports étrangers, sont tenus d'y faire viser une fois par an leurs lettres de mer, et ce lors de leur première arrivée dans l'année.

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

ART. 11.

§ 1. Vooraleer de kapitein gebruikt maakt van eenen zeebrief, voorziet hij dezen van zijne handteekening, die moet worden gewaarmerkt door den ambtenaar daartoe door den Minister van *Buitenlandsche Zaken* gemachtigd, zoo de kapitein in België is, of door den consul, zoo hij buitenslands is.

§ 2. Eveneens wordt gehandeld in geval van vervanging van den kapitein, voorlopig of voorgoed.

§ 5. Van die verandering zal kennis worden gegeven aan den Minister van *Buitenlandsche Zaken*.

ART. 12.

Alle scheepskapiteins, zonder onderscheid van nationaliteit, zijn verplicht, bij het in- en bij het uitvaren van eene haven des Koninkrijks, hunne zeebrieven aan de overheden der haven voor te leggen; als zij dit niet doen, kan elk bescheid hun geweigerd worden en kan het schip worden opgehouden totdat de vereischte stukken overgelegd zijn.

ART. 13.

De kapiteins der Belgische schepen, die eene buitenlandse haven binnenloopen om er langer dan vier en twintig uren te vertoeven, zijn verplicht zich uiterlijk daags na hunne aankomst, in persoon te begeven bij den Belgischen consul of bij hem, die dezen vertegenwoordigt, om hunne zeebrieven voor gezien te doen teekenen.

ART. 14.

De kapiteins der stoomschepen die een geregelden dienst doen naar buitenlandse havens, zijn verplicht er eenmaal 's jaars, en wél de eerste maal dat zij er in het jaar binnenloopen, hunne zeebrieven voor gezien te doen teekenen.

## Projet du Gouvernement.

## ART. 15.

Les lettres de mer périmées ou annulées seront retirées d'office par les autorités des ports belges et par les consuls à l'étranger.

## ART. 16.

Le capitaine sera tenu de faire inscrire en lettres distinctes le nom du navire et celui du port d'attache sur la poupe du navire.

## ART. 17.

§ 1<sup>er</sup>. Le capitaine naviguant sous pavillon belge sans lettre de mer régulière sera passible d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. *S'il se présente des circonstances atténuantes, il pourra lui être fait remise de l'emprisonnement.*

§ 2. Les autres infractions à la présente loi seront punies d'une amende de cinquante francs à deux mille francs, sans préjudice des peines frappant les actes qui constituent des délits ou des crimes de droit commun.

## Ontwerp der Regeering.

## ART. 15.

De vervallen of ongeldig geworden zeebrieven worden van ambtswege ingetrokken door de overheden der Belgische havens, en, buitenlands, door de consuls.

## ART. 16.

De naam van het schip en die van de haven, waar het thuis behoort, moeten, door de zorg van den kapitein, met duidelijke letters op het achterschip worden gesteld.

## ART. 17.

§ 1. De kapitein die zonder behoorlijken zeebrief onder Belgische vlag vaart is strafbaar met eene boete van vijfhonderd frank tot vijfduizend frank en met gevangenisstraf van ééne maand tot twee jaar. *Bestaan er verzachtende omstandigheden, zoo kan hem kwijtschelding van de gevangenisstraf worden verleend.*

§ 2. De andere overtredingen van deze wet worden gestraft met eene boete van vijftig frank tot tweeduizend frank, onverminderd de straffen die gesteld zijn op daden, welke als wanbedrijven of misdaden van gemeen recht worden aangemerkt.

Texte amendé par la Section centrale.

ART. 15.

Les lettres de mer périmées ou annulées seront retirées d'office par les autorités des ports belges et par les consuls à l'étranger.

ART. 16.

Le capitaine sera tenu de faire inscrire en lettres apparentes et distinctes le nom du navire et celui du port d'attache sur la poupe de navire.

ART. 17.

§ 1<sup>er</sup>. Le capitaine naviguant sous pavillon belge sans lettre de mer régulière sera passible d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, ou, s'il existe des circonstances atténuantes, d'une de ces peines seulement.

§ 2. L'affirmation sous serment d'une fausse déclaration sera punissable des mêmes peines.

§ 3. Les autres infractions à la présente loi seront punies d'une amende de cinquante francs à deux mille francs.

ART. 18.

Les articles 66, 67 et 69 § 2 du Code pénal sont applicables aux délits prévus par la présente loi.

ART. 19.

§ 1. Tout individu, belge ou étranger, qui aura commis hors du territoire du Royaume, un délit prévu par la présente loi, pourra être poursuivi en Belgique.

§ 2. Sont également compétents : le tribunal du lieu de la résidence de

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

ART. 15.

De vervallen of ongeldig verklaarde zeebrieven worden ambtshalve ingetrokken door de overheden der Belgische havens, en, buitenslands, door de consuls.

ART. 16.

De naam van het schip en die van de haven, waar het thuis behoort, moeten, door de zorg van den kapitein, met in 't oog loopende en duidelijke letters op den achtersteven worden aangebracht.

ART. 17.

§ 1. De kapitein die zonder behoorlijken zeebrief onder Belgische vlag vaart, wordt gestraft met eene boete van vijf honderd tot vijf duizend frank en met eene gevangenisstraf van ééne maand tot twee jaar, of, indien er verzachtende omstandigheden bestaan, met slechts ééne dezer straffen.

§ 2. Het bevestigen onder eede van eene valsche verklaring wordt met dezelfde straffen gestraft.

§ 3. De andere overtredingen van deze wet worden gestraft met eene boete van vijftig tot twee duizend frank.

ART. 18.

De artikelen 66, 67 en 69, § 2, van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene wanbedrijven.

ART. 19.

§ 1. Elke persoon, 't zij Belg of vreemdeling, die buiten 's Rijks grondgebied, een bij deze wet voorzien wanbedrijf pleegt, kan in België worden vervolgd.

§ 2. Zijn insgelijks bevoegd : de rechtbank van de verblijfplaats des

## Projet du Gouvernement.

## Ontwerp der Regeering.

## ART. 18.

§ 1<sup>er</sup>. Les fonctionnaires du commissariat maritime et les fonctionnaires et employés de l'administration des douanes et accises en Belgique ainsi que les consuls belges à l'étranger, dresseront procès-verbal de toutes les infractions à la présente loi; ces procès-verbaux, affirmés sous serment le plus tôt possible et, au plus tard, pendant le deuxième jour après celui de leur clôture, feront foi jusqu'à preuve contraire.

§ 2. L'affirmation sous serment des procès-verbaux rédigés en Belgique sera faite devant le juge de paix ou le chef de l'administration communale du lieu où l'infraction aura été constatée.

§ 3. L'affirmation sous serment n'est pas requise lorsque le procès-verbal est rédigé par un consul, dans un port où il n'existe pas d'autorité belge pouvant recevoir le serment.

## ART. 19.

La présente loi ne s'applique pas aux navires de l'État.

## ART. 20.

Les bâtiments de pêche doivent être munis d'une déclaration du propriétaire, certifiée exacte par l'administration communale,

## ART. 18.

§ 1. De waterschout en dezès ambtenaren en de ambtenaren en beambten van het Beheer der invoerrechten en accijnzen in België, alsmede de Belgische consuls buitenslands, zullen proces-verbaal opmaken wegens alle overtredingen van deze wet; die processen-verbaal, welke zoo spoedig mogelijk, en uiterlijk op den tweeden dag nadat ze gesloten zijn, onder eed moeten worden bevestigd, zullen geloofd worden totdat het tegenbewijs zij geleverd.

§ 2. De bevestiging onder eed van de in België opgemaakte processen-verbaal zal geschieden vóór den vrederechter of vóór het hoofd van het gemeentebestuur ter plaats, waar de overtreding werd vastgesteld.

§ 3. De bevestiging onder eed is niet vereischt wanneer het proces-verbaal is opgemaakt door eenen consul, in eene haven waar geene Belgische overheid bestaat die den eed mag afnemen.

## ART. 19.

Deze wet is niet van toepassing op Staatsvaartuigen.

## ART. 20.

De visschersvaartuigen moeten voorzien zijn van eene door den eigenaar afgeleverde en door de gemeente-overheid nauwkeurig

Texte amendé par la Section centrale.

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

l'inculpé ou de sa dernière résidence connue; celui du lieu où il aura été trouvé; et celui dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire. A leur défaut, la connaissance du délit appartiendra au tribunal correctionnel de Bruxelles.

§ 3. La présente disposition ne déroge pas à la compétence des tribunaux consulaires dans les pays hors de chrétienté.

ART. 20.

§ 1<sup>er</sup>. Les fonctionnaires du commissariat maritime et les fonctionnaires et employés de l'administration des douanes et accises en Belgique ainsi que les consuls belges à l'étranger, dresseront procès-verbal de toutes les infractions à la présente loi; ces procès-verbaux, affirmés sous serment le plus tôt possible et, au plus tard, pendant le deuxième jour après celui de leur clôture, feront foi jusqu'à preuve contraire.

§ 2. L'affirmation sous serment des procès-verbaux rédigés en Belgique sera faite devant le juge de paix ou le chef de l'administration communale du lieu où l'infraction aura été constatée.

§ 5. L'affirmation sous serment n'est pas requise lorsque le procès-verbal est rédigé par un consul, dans un port où il n'existe pas d'autorité belge pouvant recevoir le serment.

ART. 21.

La présente loi ne s'applique pas aux navires de l'État.

ART. 22.

Les bâtiments de pêche doivent être munis d'une déclaration du propriétaire, certifiée exacte par l'administration communale,

verdachten of van zijn laatst gekend verblijf; die van de plaats waar hij wordt aangetroffen en die van het gebied binnen hetwelk het schip thuis behoort. Bij ontstentenis van deze, neemt de boetstraffelijke rechtbank van Brussel kennis van het wanbedrijf.

§ 3. Deze bepaling doet geene afbreuk aan de bevoegdheid van de consulaire rechtbanken in de niet tot de christenheid behorende landen.

ART. 20.

§ 1. De waterschout en zijne ambtenaren en de ambtenaren en beambten van het Bestuur der douanes en accijnzen in België, alsmede de Belgische consuls buitenslands, maken proces-verbaal op wegens alle overtredingen van deze wet; die processen-verbaal, welke zoo spoedig mogelijk, en uiterlijk op den tweeden dag nadat ze gesloten zijn, met eede moeten worden bevestigd, gelden als bewijs, behoudens tegenbewijs.

§ 2. De bevestiging onder eede van de in België opgemaakte processen-verbaal geschiedt voor den vrederechter of voor het hoofd van het gemeentebestuur ter plaatse waar de overtreding is vastgesteld.

§ 5. De bevestiging onder eede wordt niet vereischt wanneer het proces-verbaal is opgemaakt door eenen consul, in eene haven waar geene Belgische overheid bestaat die den eed mag afnemen.

ART. 21.

Deze wet is niet van toepassing op Staatsvaartuigen.

ART. 22.

De visschersvaartuigen moeten voorzien zijn van eene door den eigenaar afgeleverde en door de gemeente-overheid nauwkeurig

## Projet du Gouvernement.

## Ontwerp der Regeering.

conforme à la formule qui sera déterminée par arrêté royal.

verklaarde aangifte, overeenkomstig de formule, die bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld.

## ART. 21.

## ART. 21.

La loi du 20 janvier 1873 est abrogée.

De wet van 20<sup>e</sup> Januari 1873 is ingetrokken.

L'article 6 de la présente loi est rendu applicable aux lettres de mer délivrées à l'époque de sa mise en vigueur.

Artikel 6 van de tegenwoordige wet is van toepassing gesteld op de ten tijde van hare inwerkingtreding afgeleverde zeebrieven.

Texte amendé par la Section centrale.

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

conforme à la formule qui sera déterminée par arrêté royal.

verklaarde aangifte, overeenkomstig de formule, die bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld.

ART. 23.

ART. 23.

La loi du 20 janvier 1873 est abrogée.

De wet van 20<sup>e</sup> Januari 1873 wordt ingetrokken.

L'article 6 de la présente loi est rendu applicable aux lettres de mer délivrées à l'époque de sa mise en vigueur.

Artikel 6 van deze wet is van toepassing op de zeebrieven reeds uitgereikt bij haar in werking treden.

## ANNEXE

## LOI DU 20 JANVIER 1873.

## ARTICLE PREMIER.

Les navires de mer doivent être munis, pour naviguer sous pavillon belge, d'une lettre de mer *conforme* aux dispositions de la présente loi.

## ART. 2.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer mentionnent le nom du bâtiment, sa capacité, ses signes particuliers, le nom du capitaine et celui de *l'armateur*.

§ 2. Elles sont délivrées au nom du Roi, par le Ministre des *finances* ou le fonctionnaire délégué par lui, *sur une déclaration écrite, affirmée sous la foi du serment, que le navire réunit les conditions requises par l'article 2. Cette déclaration est faite et le serment est prêté par le propriétaire ou par le gérant, si le navire appartient à une société ou à plusieurs copropriétaires.*

## ART. 3.

Il ne sera délivré de lettres de mer qu'à des navires appartenant pour plus de moitié :

A. A des Belges;

B. A des sociétés commerciales auxquelles la loi reconnaît une individualité juridique et qui ont leur siège en Belgique;

C. A des étrangers ayant une année de résidence continue en Belgique;

D. A des étrangers qui ont établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi.

ART. 4.

§ 1<sup>er</sup>. *Le serment est prêté devant le juge de paix du canton, après exhibition de la déclaration écrite, du contrat passé avec le constructeur ou du contrat de vente constatant la propriété du navire et du certificat de jaugeage.*

§ 2. *La formule de serment est annexée à la présente loi; celle de la déclaration écrite ainsi que celle de la lettre de mer seront déterminées par arrêté royal.*

ART. 5.

§ 1<sup>er</sup>. *Le procès-verbal de la prestation de serment et le certificat de jaugeage seront adressés au Ministre des Finances ou au fonctionnaire qu'il désignera, à l'appui des demandes d'obtention de lettres de mer.*

§ 2. *Si ces documents sont trouvés insuffisants ou s'il y a des raisons de croire que le navire est destiné à être équipé en guerre, en violation de la neutralité, la lettre de mer sera refusée.*

ART. 6.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer cessent leurs effets :

A. Après quatre ans de durée;

B. Lorsque la propriété de plus de la moitié du navire est transférée ou lorsque le transfert d'une quotité moindre rend propriétaires de moitié du navire des étrangers n'ayant pas une année de résidence continue en Belgique, ou n'ayant pas établi leur domicile en Belgique avec l'autorisation du Roi;

C. Par le changement du nom du navire;

D. Par l'emploi du navire comme corsaire, pirate ou pour la traite;

E. En cas de prise ou de destruction du navire.

§ 2. Lorsque, à l'expiration du terme de

la lettre de mer, le navire est en cours de voyage, cette lettre reste valable jusqu'au retour du navire en Belgique, sans que ce délai puisse dépasser deux ans.

#### ART. 7.

§ 1<sup>er</sup>. Les lettres de mer périmées doivent être restituées au Ministre des *Finances* immédiatement après leur péremption si le navire est en Belgique, sinon dès qu'il est de retour. Il n'en sera délivré de nouvelle que contre remise : 1° de l'ancienne, à moins qu'il ne soit justifié de sa perte; 2° du certificat de jaugeage.

§ 2. En cas de destruction du navire ou de vente en pays étrangers, le capitaine remettra la lettre de mer à la légation ou au consulat belge, en indiquant le motif de la restitution. La légation ou le consulat en délivrera récépissé au capitaine et la fera parvenir, avec mention du motif de la restitution, au Ministre des *Finances*.

§ 3. A défaut de légation ou de consulat belge sur les lieux, le capitaine sera tenu de canceler la lettre de mer en présence de son équipage, ou, à défaut de celui-ci, en présence d'un fonctionnaire public, et de transmettre la lettre au Ministre des *Finances*.

#### ART. 8.

Le Ministre des *Finances* ou le fonctionnaire délégué par lui pourra accorder des lettres de mer provisoires pour des navires achetés ou construits à l'étranger et réunissant les conditions exigées par l'article 2; elles *seront* valables jusqu'à ce que les formalités requises pour l'obtention des lettres de mer définitives puissent être remplies. Elles seront délivrées d'après le certificat de jaugeage du pays où le navire se trouve; elles auront une durée de deux ans au plus et cesseront, dans tous les cas, leurs effets à l'arrivée du bâtiment en Belgique.

#### ART. 9.

§ 1<sup>er</sup>. Le Ministre des *Finances* pourra également délivrer des lettres de mer extra-

ordinaires, pour des navires construits en Belgique pour compte d'étrangers, afin qu'ils puissent se rendre, sous pavillon belge, dans un port étranger.

§ 2. A l'arrivée du navire à sa destination, la lettre de mer extraordinaire doit être remise, contre récépissé, à la légation ou au consulat belge auquel le port ressortit.

#### ART. 10.

Les lettres de mer *provisoires et extraordinaires* pourront toujours être retirées en cas d'abus.

#### ART. 11.

§ 1<sup>er</sup>. Avant de faire usage d'une lettre de mer, le capitaine y apposera sa signature, qui devra être légalisée par le fonctionnaire délégué par le Ministre des *Finances* si le capitaine est en Belgique, ou par le consul s'il est à l'étranger.

§ 2. On agira de même en cas de remplacement provisoire ou définitif du capitaine.

§ 3. Il sera donné connaissance de ce changement au Ministre des *Finances*.

#### ART. 12.

Tous capitaines de navires, sans distinction de nationalité, sont tenus, à l'entrée et à la sortie d'un port du Royaume, de présenter leurs lettres de mer aux autorités du port; faute de ce faire, tout document pourra leur être refusé et le navire pourra être retenu jusqu'à ce que les pièces requises aient été produites.

#### ART. 13.

Les capitaines des navires belges, en entrant dans un port étranger pour y séjourner plus de vingt-quatre heures, sont tenus de se rendre en personne, au plus tard le lendemain de leur arrivée, chez le consul belge ou celui qui le représente, pour faire viser leurs lettres de mer.

## ART. 14.

Les capitaines des *bateaux* à vapeur faisant un service régulier vers les ports étrangers, sont tenus d'y faire viser une fois par an leurs lettres de mer, et ce lors de leur première arrivée dans l'année.

## ART. 15.

Les lettres de mer périmées ou annulées seront retirées d'office par les autorités des ports belges et par les consuls à l'étranger.

## ART. 16.

Le capitaine sera tenu de faire inscrire en lettres distinctes le nom du navire et celui du port d'attache sur la poupe du navire.

## ART. 17.

§ 1<sup>er</sup>. Le capitaine naviguant sous pavillon belge sans lettre de mer régulière sera passible d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. S'il se présente des circonstances atténuantes, il pourra lui être fait remise de l'emprisonnement.

§ 2. Les autres infractions à la présente loi seront punies d'une amende de cinquante francs à deux mille francs, sans préjudice des peines qui frappent le faux témoignage.

## ART. 18.

§ 1<sup>er</sup>. Les fonctionnaires du commissariat maritime et des fonctionnaires et employés de l'administration des douanes et accises en Belgique ainsi que les consuls belges à l'étranger, dresseront procès-verbal de toutes les infractions à la présente loi; ces procès-verbaux, affirmés sous serment le plus tôt possible et, au plus tard, pendant le deuxième jour après celui de leur clôture, feront foi jusqu'à preuve contraire.

§ 2. L'affirmation sous serment des procès-verbaux rédigés en Belgique sera faite devant le juge de paix ou le chef de l'administration communale du lieu où l'infraction aura été constatée.

§ 3. L'affirmation sous serment n'est pas

requis lorsque le procès-verbal est rédigé par un consul, dans un port où il n'existe pas d'autorité belge pouvant recevoir le serment.

ART. 19.

La présente loi ne s'applique pas aux navires de l'État.

ART. 20.

Les bâtiments de pêche doivent être munis d'une déclaration du propriétaire, certifiée exacte par l'administration communale, conforme à la formule qui sera déterminée par arrêté royal.

ART. 21.

La loi du 14 mars 1819 est abrogée.

L'article 6 de la présente loi est rendu applicable aux lettres de mer délivrées à l'époque de sa mise en vigueur.

---